Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



SOMMAIRE

Irruption de la lutte....2
Les Gilets Jaunes, La crise s'approfondit....3
Dix ans après l'éclatement de la crise, où en est l'économie mondiale ?....5
1930 est-il de retour ?....12
Les problèmes de la situation en France....16
La grève des maquiladoras à Matamoros - Tamaulipas....19
La future internationale....20
La révolution allemande, *Octobre 1918 – janvier 1919*....24
Rosa Luxembourg, L'Achéron s'est mis en mouvement....27
L'ordre règne à Berlin....28

N°18 **janvier-février 2019** **5€**

Irruption de la lutte

Dans un cadre marqué par un net recul de la lutte des classes partout dans le monde depuis une trentaine d'années et de l'offensive de la bourgeoisie aidée par la phase de mondialisation et de globalisation, l'apparition violente du mouvement des Gilets Jaunes, ainsi que sa radicalité et ses particularismes, marquent une rupture importante.

Durant les Trente glorieuses (1945-1975) après la deuxième guerre impérialiste mondiale, les prolétaires ont obtenu, notamment dans les pays développés, une nette amélioration de leur situation économique et de leur niveau de vie. Les classes populaires ont oublié la sauvagerie du capitalisme et l'enfer de la guerre en Europe. Toutefois dès lors que la rentabilité du capital a à nouveau chuté, le capitalisme a repris son visage hideux, inhumain et barbare avec son cortège de misère, de violence et de guerres sur toute la surface du globe. Pour sauver les profits des entreprises et la survie du système, il a donc fallu taper sur les prolétaires. Sont apparus, comme promoteur de cette nouvelle politique économique, les Reganomics (1981) aux Etats-Unis et le Thatchérisme en Grande Bretagne. L'ouverture au libéralisme sauvage s'est ensuite répandue partout dans le monde avec la mondialisation et la globalisation devenues le crédo des nouveaux maîtres du capital.

Assommée par le changement de politique de la bourgeoisie et par la violence des attaques économiques et l'austérité, la classe ouvrière a subi attaque après attaque sans grande réaction et cela d'autant plus qu'il n'y avait plus d'espoir pour une nouvelle société puisque ce que l'on pensait être le «socialisme» à l'Est s'était effondré. Dès lors pour la bourgeoisie, il n'y a plus eu pour objectif que le libéralisme sauvage et la démocratie autoritaire des ayatollahs de «la pensée unique» et du credo mondialiste. C'est-à-dire se soumettre aux lois du capitalisme globalisé vainqueur avec la généralisation des politiques d'austérité et de rigueur dont on nous chante l'antienne depuis près de 30 ans, avec son cortège de «réformes». Joli mot pour ne pas dire, en langue de bois, attaque du niveau de vie des plus faibles et donc régression sociale.

Mais courber l'échine encore et encore ne pouvait pas durer ad æternam quand une grande partie des prolétaires n'arrivent plus à vivre et finir leur fin de mois en gagnant en moyenne 1000€ par mois ou moins pour un chômeur. La contestation, ne pouvait que ressurgir. Commencée sur une taxe de quelques centimes d'euros sur l'essence, elle porte désormais sur le modèle de société en général, et cela, pour la bourgeoisie, c'est intolérable ! Le modèle mondial n'est pas contestable et ce ne sont pas quelques histrions affublés des pires tares de la société aux dires des médias, qui peuvent faire la loi ! «Cette populace haineuse» n'a rien compris. Deux conceptions politiques de classe s'affrontent irrémédiablement et de plus en plus crûment donc fortement. La politique de la bourgeoisie avec la diminution des droits sociaux des travailleurs et l'augmentation des profits et des dividendes ou un renversement de cet ordre social injuste.

En France, la bourgeoisie et ses «premiers de cordée» ont décidé que rien n'était négociable ; leur «serviteur et fondé de pouvoir» Emmanuel Macron a été chargé de le faire savoir au petit peuple avec la manière forte, la répression : 1 mort répertorié après le lancement d'une grenade (10 morts au total sur les ronds points en dehors des forces de répression), de nombreux blessés : plus de 2000 avec des atteintes graves ; 151 blessures à la tête dont 17 personnes éborgnées et 4 mains arrachées (comptabilisation «officielle» au 25 janvier). Les blessures sont faites avec par des « balles de défense » lancées par un LBD 40 (GL-06 de son nom d'origine). Mis en service à partir de 2005 pour remplacer son concurrent le Flash-Ball Super-Pro. Le LBD 40 propulse des munitions à plus de trois cents kilomètres par heure. Il est clair que ces armes sont faites pour semer la terreur et blesser. La bourgeoisie a volontairement et clairement décidé de faire la guerre contre le petit peuple, les prolétaires, les chômeurs et les précaires. Elle aligne pour la première fois des blindés utilisés pour les opérations militaires. Mais la répression ne s'arrête pas là ; du 17 novembre au 7 janvier, les forces de l'ordre ont procédé à 6475 interpellations ayant donné lieu à 5339 (***Le Figaro*** du 09/01/2019) gardes à vue souvent faites avant les manifestations. Et 216 ont déjà été incarcérées entre le 17 novembre et le 17 décembre, selon les chiffres du ministère de la Justice. Un chiffre record, inédit dans le cadre d'un mouvement social (RTL du 03/01/2019).

En même temps, il fallait faire passer la pilule en ouvrant « un grand débat » qui ne sera qu'un « grand défouloir » dans l'attente que la pression retombe ou que la répression continue son œuvre contre la révolte.

Si la bourgeoisie croit arrêter la lutte ainsi, elle se trompe lourdement et l'on voit pointer la suite. Il existe de nombreuses grèves et luttes sociales à GEODIS (une des plus grosses plateformes logistiques d'Europe à Bonneuil-en-France), à la BNF, dans les hôpitaux, dans les lycées, dans les postes et une certaine volonté de convergence des luttes et d'appui des Gilets jaunes aux luttes ouvrières, notamment avec un appel à la grève générale pour le 4 février en soutien à la CGT.

Nous ne sommes pas là pour prévoir l'évolution de la situation des luttes en France mais ce que l'on sait c'est qu'un changement dans le rapport de force entre les classes est en train d'évoluer et à tous ceux qui doutent du potentiel du contexte politique qui sort de leurs schémas habituels, nous ne pouvons que rappeler Rosa Luxembourg dans ***Grève de masse, parti et syndicats*** [1]: *«L'histoire se moque des bureaucrates amoureux des schémas préfabriqués, gardiens jaloux du bonheur des syndicats. Les organisations solides conçues comme des forteresses inexpugnables, et dont il faut assurer l'existence avant de songer éventuellement à entreprendre une hypothétique grève de masse en Allemagne, – ces organisations au contraire sont issues de la grève de masse elle-même. Et tandis que les gardiens jaloux des syndicats allemands craignent avant tout de voir se briser en mille morceaux ces organisations, comme de la porcelaine précieuse au*

1 Les leçons de la révolution russe de 1905 : action spontanée et organisation, masses et chefs.

milieu du tourbillon révolutionnaire, la révolution russe nous présente un tableau tout différent : ce qui émerge des tourbillons et de la tempête (…) ce sont des syndicats neufs et jeunes, vigoureux et ardents»[2].

Soyons attentifs à l'évolution du monde qui est aujourd'hui totalement bouleversé dans tous les domaines politique, économique et impérialiste, etc… La question maintenant n'est pas ce que feront les Gilets jaunes mais ce que fera la classe ouvrière. C'est pourquoi notre prise de position sur le mouvement des Gilets jaunes du 30 novembre 2018 n'a pas pris une ride.

Le réveil des luttes, qui ne fait que commencer c'est la raison pour laquelle elles sont encore très hétéroclites et brouillonnes, est le seul indicateur positif dans la situation dominée par l'approfondissement de la crise économique dont le capitalisme n'arrive pas à se relever depuis 10 ans, et l'accumulation des tensions impérialistes.

"Une récession mondiale n'est pas au coin de la rue mais le risque d'un recul plus prononcé de la croissance mondiale a augmenté" a déclaré, en langage diplomatique (on sait ce que cela veut dire) la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde. Cette déclaration a jeté un froid au forum de Davos[3] (AFP du 25/01/2019) d'autant plus quand elle a évoqué les risques économiques suite au bras de fer commercial entre la Chine et les États-Unis. Ce bras de fer joue évidemment mais, pour nous, la véritable raison des nouvelles difficultés économique provient du fait que la crise économique est toujours présente et n'a pas cessé depuis 2007-2008.

L'on a entendu à Davos « les réformistes », ceux qui croient pouvoir réformer le capitalisme. Un rapport a été publié par l'ONG Oxfam. Il révèle que le revenu annuel médian dans les pays riches a reculé ces cinq dernières années de 2,4 %, soit 284 dollars de moins par habitant ce qui aggrave la situation des chômeurs et des précaires dans le monde entier, et pousse à l'émigration massive. Oxfam a révélé aussi que huit milliardaires possèdent autant que les 3 milliards 600 millions de personnes les plus pauvres, les multinationales sont largement responsables de cette situation. *« Il y a une certaine croissance au niveau mondial, elle est juste exclusive. Elle profite à une infime minorité »*, explique Manon Aubry, porte-parole d'Oxfam France.

« Derrière cela, c'est une certaine pression sur les salaires et des écarts de salaires de plus en plus importants, ajoute-t-elle. Deuxième élément : il y a cette course effrénée au profit que mènent les entreprises, qui fait que les fruits de la croissance sont redistribués inégalement. Les entreprises du CAC 40 ont reversé à leurs actionnaires plus de 55 milliards d'euros. C'est un chiffre record depuis 2007. Ensuite, il y a un système d'évasion fiscale qui leur permet de conserver un maximum de bénéfices. Le résultat : des inégalités qui s'accroissent et des moyens insuffisants, en tout cas pour lutter contre les inégalités. » L'on pourrait fournir des exemples similaires partout dans le monde.

La lutte de classe est le seul moyen de mettre un coup d'arrêt aux tensions impérialistes qui s'accumulent du fait de la crise économique. Les dernières mesures de Donald Trump avec l'augmentation des droits de douane entre la Chine et les USA sont un exemple de la guerre économique. Les mesures protectionnistes de l'économie américaine vont développer la guerre commerciale qui est le premier acte de la guerre impérialiste tout court.

Partout dans le monde les luttes de classe contre l'austérité se manifestent. Notre rôle est de lier les revendications immédiates des travailleurs au programme historique - le communisme. Pour cela, une organisation mondiale qui fournit une boussole politique pour se rassembler est nécessaire. Non pas pour réformer le système ou pour le bricoler, mais pour mettre fin au travail salarié, à l'argent et à l'État, source de notre misère. Notre objectif est de contribuer à la formation d'une telle organisation internationale. Nous appelons les révolutionnaires à nous rejoindre.

Nous avons non seulement un monde à gagner mais encore l'espèce humaine à sauver. Socialisme ou barbarie - il n'y a pas de troisième voie.

Aurélien (28/1/19)

2 Il est clair qu'il faut remettre cette citation dans son contexte, nous ne défendons plus les syndicats qui sont passés avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie et ne peuvent plus défendre les ouvriers.

3 En fait, il s'agit du forum de ceux qui gouvernent le monde avec la 47e édition du Forum économique mondial.

Les Gilets Jaunes, La crise s'approfondit

Le mouvement des *Gilets Jaunes* a été déclenché suite à l'annonce d'une hausse des prix du carburant pour aujourd'hui et les années futures. Il traduit cependant une colère bien plus profonde, et des causes bien plus lourdes. Une simple hausse du prix des carburants n'aurait certainement pas provoqué une telle colère si elle ne venait s'ajouter à une situation de crise économique majeure, de misère croissante et de chômage grandissant qui se traduit ici par de nouvelles hausses multiples et une pression fiscale dont les prolétaires payent la facture. A cela il faut rajouter les coupes dans toutes les allocations sociales.

Ce mouvement social, engagé depuis la mi-novembre avec la première manifestation nationale du17 novembre 2018, est hétérogène mais très profond ; il est encore difficile de prévoir aujourd'hui son évolution. On peut seulement dire puisqu'il dure depuis plus de 15 jours, qu'il se développe et qu'il est porteur de nombreuses questions comme le rejet de tous les partis politiques et syndicats avec la volonté de ne faire confiance que dans les manifestants.

L'objectif de notre texte n'est pas de faire une analyse à chaud des événements, qui se dérouleront selon leur propre logique, mais de pousser à la réflexion sur le contexte dans lequel ce mouvement émerge, précisément aujourd'hui, en France, et sur le rapport de forces qu'il serait nécessaire de mettre en place pour en faire un vrai mouvement de rupture

avec la collaboration de classe qui caractérise la vie sociale et politique.
Pour la première fois, malgré les pressions et les manœuvres du gouvernement pour le déconsidérer, ce mouvement est soutenu par l'immense majorité de la population soit 83%, selon les sondages.

On a déjà connu des mouvements interclassistes dans l'histoire, notamment des Jacqueries
Par exemple, l'augmentation des impôts féodaux conduisit à un enchaînement de révoltes paysannes, sous la direction d'une nouvelle classe née du marché: les fermiers libres qui, de simples paysans, étaient parvenus à devenir des propriétaires fonciers, suffisamment éduqués pour organiser et mener une révolte paysanne nationale. Mais à cause du caractère dispersé de la production agricole et de la nécessité d'interrompre la révolte en période de moisson, ces révoltes furent matées par la noblesse. Ce fut le cas de la jacquerie en France de 1350 et de la révolte de Watt Tyler en Angleterre en 1381.
S'il est clair que les Jacqueries ont souvent été des feux de paille et ne pouvaient rien résoudre, il n'en reste pas moins qu'elles annonçaient l'avènement d'un nouveau monde. La question était posée, elle ne pouvait pas être résolue à ce niveau là.
On pourrait donc en rester là crier : *« circulez, il n'y a rien à voir ! »* avec le mouvement des *Gilets Jaunes* puis décliner notre catéchisme marxiste en attendant la lutte pure des travailleurs pour répondre à la situation sociale bloquée d'aujourd'hui. Quels enseignements pouvons-nous tirer de ce mouvement pour la lutte des ouvriers ?

Hier, il y eût d'autres mouvements autrement plus profonds qui avaient des composantes interclassistes.
L'on sait que, dans l'histoire, aucun mouvement n'est apparu chimiquement pur et n'avait une réelle conscience de ce qu'il représentait. Ainsi la Commune de Paris a démarré de revendications nationalistes préconisant la guerre à outrance. La révolution russe est partie d'une révolte de femmes qui réclamait du pain. Il en fut de même pour la révolution française qui n'avait rien d'un but prolétarien avant de devenir une révolution bourgeoise, on se souvient de la réflexion extraordinaire attribuée à Marie-Antoinette ; *« S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche ! »*.
La révolution bourgeoise anglaise de Cromwell a démarré autour de question de religion avant d'aboutir à ce qu'elle est devenue !

Aujourd'hui
Bien sûr, il ne faut pas attendre trop de ce type de mouvement interclassiste, mais, du fait d'un certain nombre de caractéristiques, il devient un point d'appui et de référence pour les luttes présentes et futures en mettant en avant :

- La nécessité de se battre et s'opposer aux nouvelles attaques contre les travailleurs.
- Le fait d'essayer d'arrêter l'offensive généralisée de la bourgeoisie avec ses mesures d'austérité qui perdurent depuis les années 1980 et, en ce sens, il est une des premières grandes tentatives de reprendre l'initiative de la rue contre le rouleau compresseur de la bourgeoisie conquérante.
- L'existence d'une extraordinaire haine et d'un vent de contestation de tous les pouvoirs politiques, économiques et des médias contre la fausse démocratie qui nous est imposée.
- Une contestation des manœuvres politiques des différentes composantes occultes de l'encadrement. Les *Gilets Jaunes*, n'ayant aucune confiance, ont filmé ce qui se disait dans l'huis-clos des bureaux dorés des ministères. Le refus du Premier Ministre pour une nouvelle réunion filmée a fait capoter la dernière rencontre (vendredi 30 novembre). Et de même les Gilets Jaunes refusent de nommer des délégués car ils réclament une véritable démocratie participative depuis la base.
- La qualité des discussions et de réflexions sur les sites de manifestations, sur la société que nous voulons, la véritable écologie et sur les mensonges des politiques sur tous les sujets, etc...
- Par contre, l'ensemble de la bourgeoisie et son establishment, elle, ne s'est pas trompée, tous ces partis politiques (droite, gauche) syndicats et médias confondues ont, dès le début, été vent debout contre ce mouvement décrit comme un mouvement d'extrême droite puis manipulé par l'extrême gauche avant d'avoir essayé de le discréditer comme un ramassis de voyous ou incapable d'apporter une solution avec des demandes variées et contradictoires[4]. Et maintenant au bout de 3 semaines de luttes, tous les partis de gauche et les syndicats courent derrière le mouvement surtout pour le noyer en appuyant des luttes dans des secteurs qu'ils savent pouvoir manipuler comme les lycéens …. Ils tentent d'apporter sur un plateau un « Grenelle social » comme la CGT et le pouvoir gaulliste l'ont fait en 68. *« Il faut une COP dans les territoires. La transition écologique doit se combiner avec de la justice sociale»* (Laurent Berger secrétaire général de la CFDT sur France 2, le 26 novembre 2018).

Par sa durée, le mouvement est une gageure mais commence à entraîner les salariés et d'autres catégories sociales à la lutte comme dans certains hôpitaux ou bureaux de postes, à Pole-emploi ou au métro de Lyon, sans compter quelques lycées et des mouvements dans certaines universités, etc....

Que fait la bourgeoisie ?
Le plus grand danger qui guette ce mouvement, est qu'il serve, in fine, à régénérer une social-démocratie qui se présenterait comme une alternative de gauche à l'austérité promise par le reste de la classe politique, sans jamais remettre en cause les fondements sur lesquels est construite la société capitaliste. Nous entendons par social-démocratie la mouvance qui va du PS et de ses multiples chapelles, aux gauchistes (LO/NPA) en passant par les staliniens (PCF) et le parti de gauche (les Mélenchoniens de tous poils) et autres écologistes. Ils font usage de leur fonction sociale et font des conseils et des offres de discussions avec Macron et son gouvernement notamment la CFDT (voir ci-dessus).

Premières leçons à tirer
Quelles premières leçons pouvons-nous tirer de ce mouvement et des mobilisations qui vont certainement se poursuivre et perdurer sous d'autres formes ?

- Le retour au premier plan des luttes sociales d'ampleur contre l'austérité (ce qu'on n'avait pas vu depuis 2010 en France) et un nouveau coup d'arrêt à l'ambiance 'maussade' après les échecs répétés des dernières luttes et

4 Cela rappelle le « *Nous ne sommes rien, soyons tout !* »

mobilisations. Constatons que l'on ne parle plus de terrorisme !

- Le développement partout de 'discussions', et l'élargissement des préoccupations amplement au-delà de la seule question de la taxe de l'essence et de la fiscalité, sur les perspectives et l'évolution d'une autre société, certains parlent même d'un nouveau 'Mai 68'. Bien sur, ce mouvement est un ornithorynque mais il permet de chercher collectivement des moyens de lutter (assemblée, délégation élue et révocable à tout moment, rejet de la démocratie parlementaire) et d'actions qui sont absolument nécessaires pour toute perspective de luttes et de leur extension. Ce mouvement fait maintenant tâche d'huile en Belgique et aux Pays Bas. C'est donc bien le système global qui est mis en cause et non pas dans un seul État !

- Maintenant, face au cul-de-sac dans lequel est le mouvement des Gilets Jaunes, la parole est à la lutte des prolétaires qui seuls peuvent réellement apporter une issue à l'ensemble de l'humanité et à l'impasse du monde actuel et de sa crise économique généralisée. Et oui ! La seule véritable perspective, c'est que la classe ouvrière s'organise en comités de travailleurs et en comités de grève élus et révocables à tout moment, que les travailleurs s'assemblent dans les entreprises, discutent et décident de leurs revendications et de leur programme d'action. Sans cette nouvelle phase, le mouvement des Gilets Jaunes ne sera qu'un feu de paille comme toutes les autres Jacqueries de l'histoire. Les Gilets Jaunes sont le signe de la faiblesse actuelle de la classe ouvrière qui ne peut exprimer une véritable sortie pour l'humanité face à l'impasse du capitalisme.

- Et pour conduire cette tache immense de transformation de la société, elle a besoin de s'organiser autour d'un parti politique internationaliste, communiste et révolutionnaire.

Olivier, le 30/11/18

« Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité » (***Manifeste du parti communiste***, Marx et Engels).

Dix ans après l'éclatement de la crise, où en est l'économie mondiale ?

L'économie mondiale est en mauvais état et l'économie américaine dans une situation pire encore. La crise de 2008 n'a pas été résolue alors que de nombreux analystes craignent une nouvelle explosion financière. Le capital n'investit plus dans les activités productives et les entreprises vivent comme elles le peuvent en essayant de ne pas s'endetter davantage. La rentabilité des entreprises est faible, les taux de profit diminuent. Les capitaux se tournent de plus en plus vers la spéculation. C'est la même vieille situation, à la différence près que le coût du sauvetage de la crise précédente ne pourra pas être supporté lors de la prochaine. Les bruits de la guerre se font entendre au loin, accompagnés de la menace croissante de nouvelle et catastrophique barbarie.

Aujourd'hui, la situation mondiale est toujours déterminée par les mêmes éléments qui ont conduit à la crise d'il y a près d'une décennie et dans laquelle les États-Unis jouent un rôle clé. C'est là que la bulle spéculative a éclaté en 2007, lorsque les titres appelés subprimes ont été dévalués de 60 à 100%. Ces "actifs" financiers, qui avaient été judicieusement et fructueusement répartis dans les banques et les fonds spéculatifs du reste du monde, ont fini par provoquer le pire krach financier de l'après-guerre. Nous avons ensuite décrit comment l'éclatement de la bulle spéculative a créé une crise financière pour les principaux établissements de crédit américains et s'est ensuite répercutée sur les marchés financiers mondiaux. Nous avons également expliqué précédemment que l'origine de cette crise ne se situait pas dans la sphère financière, qui n'en est que la conséquence, mais dans l'économie réelle. Depuis des décennies, aux États-Unis comme dans les secteurs capitalistes les plus avancés, la rentabilité des investissements a baissé malgré l'augmentation de la productivité même si ce fut de manière sinusoïdale, c'est-à-dire avec des hauts et des bas.

Avec la baisse constante des taux de profit, de plus en plus de capitaux abandonnent l'économie "réelle" - celle qui produit des biens et des services et qui crée la nouvelle valeur par l'exploitation de la force de travail - afin de poursuivre le mirage des profits faciles offerts par la spéculation. En d'autres termes, il s'agit de combler d'une manière ou d'une autre les profits perdus du capital dans le secteur productif par des gains spéculatifs. Cette fuite des capitaux n'a fait que contribuer à faire baisser la production "réelle" et à amplifier un mécanisme parasitaire qui a commencé avec la financiarisation[5] de la crise elle-même. Elle s'est développée avec la croissance du capital fictif, ou crédit facile, étant donné le faible coût de l'emprunt. L'économie américaine a donc été inondée d'un océan de dettes - de l'État, des entreprises et même des familles. Lorsque la Réserve fédérale américaine a augmenté les taux d'intérêt, la bulle a éclaté avec les conséquences planétaires que nous avons tous vues. L'explosion n'a pas seulement touché l'appareil financier - les banques qu'il fallait sauver à n'importe quel prix (*trop grandes pour faire faillite*) -, elle a aussi eu un impact considérable sur le tissu productif fragile qui l'avait générée au départ entraînant une baisse des salaires et des conditions d'exploitation du prolétariat international.

Aujourd'hui, à la veille de 2019, non seulement la situation ne s'est pas améliorée, mais elle a empiré. En Italie, les

5 (NdT) effectivement, la crise elle même a été « financiarisée ». Non content de titriser des actions pourries, les capitalistes spéculent sur la crise pour rendre ces nouvelles actions encore plus rémunératrices car hautement à risque.

chiffres officiels publiés par le gouvernement actuel parlent de la fin de la crise, d'une reprise forte et durable. Mais la réalité dit le contraire. Le PIB recommencera à augmenter pour atteindre environ 2,5 % par an, le chômage disparaîtra tandis que les investissements productifs et les bénéfices augmenteront pour atteindre, voire dépasser, la période 2008-2017. Rien n'est plus faux. On pourrait dire, en utilisant un vieux dicton, *"tout est en ordre mais n'a pas l'air bon"*. Entre-temps, les prévisions économiques du Royaume-Uni varient, surtout en raison de la perspective incertaine du Brexit, mais la plupart des commentateurs sont d'accord avec les ***Perspectives économiques de l'OCDE de 2018*** pour dire que la croissance devrait continuer à ralentir[6].

Quant aux États-Unis, la "croissance" - dont le PIB devrait atteindre 3% l'année prochaine - a été présentée au monde entier comme un miracle économique. Toutefois, cette prévision ne mentionne ni l'énorme déficit de la balance des paiements ni le bourbier qui l'accompagne, à savoir l'augmentation considérable de la dette publique et privée, y compris celle des entreprises et des institutions financières. Dans l'ensemble, le déficit combiné des États-Unis, de l'État fédéral, et de chaque État en particulier, a atteint un niveau record de 237 000 milliards de dollars, soit plus de onze fois le PIB (le PIB américain est d'environ 20 660 milliards de dollars). Le seul véritable succès, c'est que certains secteurs de la production ont maintenant des rendements plus élevés grâce à la réduction décidée par Trump du taux de l'impôt des sociétés (de 35% à 21%.). Cette réduction d'impôt sera payée par l'État avec l'argent des impôts payés par les travailleurs et les employés, qui s'élève à quelques 10 000 milliards de dollars, somme que l'État a payé en 2008 pour sauver seulement ce qui était récupérable dans le secteur productif. (Pendant ce temps, l'économiste Stiglitz estime que la Réserve fédérale a payé 20 000 de milliards de dollars pour amortir les dettes des banques et surtout des entreprises.)

D'autre part, l'utilisation du *Quantitative Easing*[7] par la banque centrale pour stopper l'hémorragie financière signifie qu'un don de plus de 12 000 milliards a été fait aux seules banques (en plus des 20 000 milliards mentionnés par Stiglitz ci-dessus). Les millions d'emplois que Trump brandit comme un étendard, preuve de la prétendue reprise économique, se sont en fait matérialisés sous la forme de quelques centaines de milliers d'emplois, avec des contrats ultra-précaires, parfois même pour une semaine, sous-payés et sans aucune couverture médicale ou sociale. Entre-temps, "l'économie de la dette" s'étend progressivement à un degré inquiétant. En un an, de 2016 à 2017, l'endettement des sociétés non financières (entreprises) a augmenté de 11,1 %, la dette publique de 6,7 %, l'endettement des ménages de 12,5 % et celui du secteur financier de 11,3 %.

La montagne de la dette

La grande récession de 2007-2008 puis la longue dépression qui s'en est suivie et qui se poursuit encore, ont affaibli le cadre économique global. L'économie capitaliste mondiale reste stagnante, avec un faible taux de croissance de la productivité. Les flux commerciaux ralentissent et, surtout, la rentabilité du capital productif ne s'est nullement amélioré. Entre-temps, la coopération a été remplacée par une concurrence de plus en plus cruelle (voir la politique tarifaire de Trump). Selon les projections des économistes de la Banque mondiale, la croissance économique mondiale devrait tomber à 2,9 % d'ici à 2020 et, par conséquent, la longue dépression qui a commencé en 2008 non seulement n'a pas pris fin, mais encore se poursuivra avec son fardeau de guerres commerciales, de guerres économiques puis de guerres de pillage de plus en plus violentes et généralisées.

Aux États-Unis, la dette publique, qui était d'environ de 9000 milliards de dollars en 2007 (75 % du PIB), avait atteint 19 200 milliards en 2016, soit 105 % du PIB[8]. Ces dernières années, sous Trump, elle n'a fait qu'augmenter et elle sera encore pire demain. Avec l'accélération des politiques de Trump, elle pourrait déjà avoir atteint 130%. Selon le Trésor américain, le déficit budgétaire pour 2018 a augmenté de 17% et est le plus élevé depuis 2012. Les revenus ont augmenté de 0,4 % tandis que les dépenses ont dépassé 3,2 %. Selon les projections du *Congressional Budget Office* pour 2019, le déficit budgétaire devrait atteindre un trillion de dollars (soit mille milliards de dollars). Les politiques de Trump prévoient des dépenses extraordinaires, dont 700 milliards de dollars pour la défense, des réductions d'impôts de 31 % pour les entreprises (contre, il faut le dire, une augmentation de 6,1 % de l'impôt privé). Au total, le déficit fédéral augmentera de 214 milliards de dollars supplémentaires grâce à ces réductions d'impôts et à l'augmentation des dépenses militaires, ce qui augmentera également les intérêts qui doivent être payés sur la dette.

Entre-temps, la dette fédérale a grimpé en flèche pour atteindre 22 milliards de dollars contre environ 18 milliards de dollars de recettes. Les budgets de plus de la moitié des États fédéraux sont déficitaires et doivent être soutenus par une politique de déficit de l'État fédéral américain. De plus, les dettes contractées par les étudiants qui s'inscrivent dans les collèges et les universités ont atteint 1500 milliards ; les dettes liées aux cartes de crédit en sont à 1600 milliards ; celles pour l'achat de voiture à 1220 milliards et celles des entreprises à 11800 milliards. A cela s'ajoute un montant énorme, mais indéterminé, de la dette contractée par l'achat de biens immobiliers, ainsi qu'un autre montant indéterminé pour la dette totale des différents États. Le chiffre le plus inquiétant, toutefois, demeure celui de l'endettement des entreprises.

S'il est vrai qu'au premier trimestre 2018, les 500 premières entreprises américaines ont réalisé une augmentation de 26% de leur bénéfice par action, il est également vrai que cela est exclusivement dû à l'énorme réduction d'impôts proposée et mise en œuvre par l'administration Trump (30%). Si les bénéfices de l'ensemble du secteur des entreprises avaient été calculés sans les réductions d'impôt, il n'y aurait pas eu de gain au premier trimestre de 2018, mais une baisse de -0,6%, immédiatement précédée d'une baisse initiale de -0,1% au quatrième trimestre de 2017. Avec les réductions d'impôts, les bénéfices ont augmenté de 6%. Entre-temps, cependant, la rentabilité est faible. La rentabilité moyenne des usines en Amérique et dans les économies du G7 reste bien en deçà des niveaux d'avant la crise, même après dix ans de reprise supposée et malgré les injections massives de capitaux de la *Federal Reserve* et

6 http://www.oecd.org/eco/outlook/economic-forecast-summary-united-kingdom-oecd-economic-outlook

7 (NdT) ou Assouplissement quantitatif en français ; c'est en fait une nouvelle technique de création monétaire ou planche à billet moderne.

8 Selon J Rickards, https://dailyreckoning.com/the-**united-states**-is-going-broke/, en novembre 2018, la dette des États-Unis a atteint à peu près 21,6 mille milliards de dollars **($21.6 trillion).**

des autres banques centrales des grands pays industrialisés. Le véritable obstacle à la sortie de crise est le faible taux de valorisation du capital. On craint aujourd'hui que la prochaine crise, largement annoncée par les mêmes analystes américains, ne provienne de la combinaison explosive de la dette des entreprises manufacturières aux États-Unis, comme dans toutes les économies du G7, et de la masse globale des dettes.
Par exemple, en 2017, la dette des sociétés non financières américaines a atteint un pic "post-crise" de 14 500 milliards de dollars, soit 72% du PIB. Dans ce secteur, c'est-à-dire les entreprises produisant des biens et services, la dette était supérieure de 810 milliards de dollars à celle de l'année précédente, 60 % de l'augmentation étant due à une augmentation des dettes contractées auprès des banques et des autres institutions financières. Actuellement, les emprunts obligataires représentent 43 % de l'encours de la dette avec une maturité moyenne de 15 ans, contre 2,1 ans pour la période précédente, toujours pour les prêts aux entreprises américaines. Ce qui implique qu'environ 3800 milliards de dollars seront consacrés aux remboursements annuels des emprunts contractés. Une telle montagne de dettes ne peut annoncer qu'autant d'avalanches de remboursements sur le capital reçu en prêt, même si, pour le moment, les taux d'intérêt sont bas. Quoi qu'il en soit, le tableau d'ensemble qui se dégage est le suivant :
« ...toutes les entreprises, tant productives que spéculatives, ont considérablement accru leur recours aux leviers financiers. Certaines entreprises ont contracté des dettes non pas pour investir de façon productive, mais pour financer le rachat d'actions, d'obligations et d'obligations d'État, créant ainsi un important flux de trésorerie et des réserves de liquidités. Essentiellement, le manque de rentabilité des entreprises manufacturières et industrielles les a obligées non seulement à s'endetter progressivement, mais à s'orienter davantage vers la spéculation que vers la production » (***Prometeo*** 2, Serie VII, novembre 2009, *The profits crisis behind the financialisation of the economy*).

C'est particulièrement vrai pour les grandes entreprises, alors que les petites n'ont même pas cette option, à moins qu'elles ne soient prêtes à courir le risque de faire faillite. Elles restent donc à la merci du marché qui est susceptible de les éliminer. C'est le même schéma de financiarisation de la crise qui a précédé l'éclatement de la bulle des *"subprimes"*. Une grande partie de la dette est notée BBB, la note la plus basse des sociétés d'investissement. Cela signifie qu'elles ne sont qu'à un cheveu au-dessus des valorisations indésirables (junk) et que leur sort est lié à la moindre hausse des taux d'intérêt qui se traduirait par un gonflement des dettes, une augmentation du service de la dette et une augmentation des coûts de production. Le nombre de sociétés notées BBB a augmenté de 50% depuis 2009 et cela ne semble pas s'arrêter. Telle est la véritable situation de l'économie américaine qui est "sortie" de la crise. Dette publique, déficit fédéral, déficit de la balance des paiements, dette de la moitié des États américains. En plus de toute la dette publique, il y a l'amoncellement de dettes privées et commerciales. Cette montagne de dettes et de déficits ferait de l'économie américaine la plus précaire du monde sans le rôle hégémonique du dollar et la force de son armée, prête à intervenir aux quatre coins du monde chaque fois qu'il y a le moindre risque d'interférence avec ses objectifs stratégiques et ses intérêts financiers.

Mais comme le dit Michael Roberts dans son ouvrage ***The long Depression*** [La grande dépression], *« le gros risque est la combinaison d'une baisse de la rentabilité et d'une hausse de l'endettement dans les secteurs d'activité, non seulement aux États-Unis, mais dans l'ensemble du G7. Si les bénéfices continuent de baisser alors que le coût du service de la dette augmente à mesure que les taux d'intérêt augmentent, alors ce serait une recette dangereuse pour des faillites en chaîne d'entreprises et une nouvelle crise dévastatrice de la dette. La dette mondiale, en particulier celle des entreprises, n'a jamais été aussi élevée. »*
Et nous ajoutons : la bombe est déclenchée, quand explosera-t-elle ?
Même à la périphérie du capitalisme, dans les pays dits émergents, se reproduit la même situation. La majorité des entreprises manufacturières et financières des pays "émergents" ont fortement emprunté en dollars, puisque les taux d'intérêt sur le dollar, avant la crise et maintenant, sont relativement bas. La *Federal Reserve Bank* a délibérément maintenu le taux d'intérêt sur le "billet vert" autour de zéro. Une grande partie de l'énorme flux de capitaux qui a migré vers les économies émergentes n'était pas destinée à l'investissement productif, mais a été orientée vers des prêts et des obligations pour des activités spéculatives. Dans le même temps, les flux de capitaux à long terme vers les économies émergentes pour les investissements productifs (IDE, Investissements directs à l'étranger, *Foreign Direct Investment* en anglais) sont en déclin rapide depuis au moins une décennie, ou depuis le début de la crise des "subprimes". Les conséquences sont évidentes : tous les pays touchés par la crise financière ont augmenté les taux d'intérêt de leurs obligations d'État.
L'image des dépréciations auxquelles nous avons assisté au cours de la dernière période, est la suivante :
Obligations d'État :
En Turquie, les taux d'intérêt à payer par l'État aux détenteurs de titres publics sont passés de 12% à 20%, en Argentine de 6% à 26,2%, en Russie de 4% à 8%, en Indonésie de 3% à 9%, au Brésil de 10% à 267% au Liban de 20% à 281%, en Afrique du Sud de 12% à 112% (soit pour trois BRICS sur les cinq).
Dépréciation de la monnaie ou perte du pouvoir d'achat :
Le Peso argentin -46% ; la Livre turque -45% ; le Rand sud-africain -22 ; le Real brésilien -21% ; le Rouble russe -19% ; le Yen japonais -5,5%.

C'est un film déjà vu, un film d'horreur plein de désastres économiques et sociaux. Lorsque le dieu *Profit* perd son rôle suprême dans la production de plus-value, il fait fuir le capital de l'investissement productif vers la spéculation, vers la création d'une quantité massive de capital fictif. La dette "gouverne" désormais l'économie américaine. Toutes les données fondamentales du système économique américain sont dans le rouge. L'endettement étouffe l'activité productive, y compris les entreprises elles-mêmes, menace leur survie sur le marché intérieur et les oblige à suivre les grandes concentrations de capital spéculatif dans l'espoir de survivre à la baisse des taux de profit.
C'est pour protéger de telles entreprises - celles qui sont accablées de dettes et dépourvues d'opportunités d'investissement rentables (dont la moitié ont une notation BBB, juste au-dessus de la pacotille) - que Trump a décidé d'augmenter ses tarifs douaniers contre la moitié du monde, en particulier la Chine. Il ne s'est pas demandé en quoi la Chine, avec ses produits à très bas prix, a jusqu'à présent

permis aux plus de 80 millions d'Américains vivant sous le seuil de pauvreté de se nourrir. Il n'a pas tenu compte non plus de la réaction inévitable des régions du monde qui sont maintenant confrontées au mur des droits de douane avec leurs produits plus compétitifs.

En réalité (comme nous l'avons déjà dit), la Chine est une nouvelle puissance en pleine émergence mais avec ses propres problèmes budgétaires (la Chine a aussi une énorme dette publique). Même si elle reste, malgré les sanctions de Trump, le principal partenaire commercial des États-Unis, elle adopte une politique complètement différente orientée vers le développement de la nouvelle "Route de la soie" et la création d'un canal direct de communication et de transfert de marchandises et de capitaux vers l'Occident via les ex-républiques orientales soviétiques ; mais aussi via l'Afrique, par terre et par mer dans le but d'atteindre la Méditerranée après avoir pris le contrôle commercial du port grec du Pirée. C'est une voie où le commerce n'est plus en dollars mais en renminbi[9]. Il s'agit d'un acte de "guerre" manifeste de la part de la Chine, non seulement contre la politique tarifaire américaine, mais aussi pour tenter de faire de sa propre monnaie le concurrent sérieux du dollar sur les marchés mondiaux afin d'en tirer une part du capital étranger et de la plus-value qu'elle contient. Si cela se produit, il y aura un "nouveau" champ de bataille impérialiste plus sophistiqué, mais non moins impressionnante que n'importe laquelle des rivalités actuelles[10].

Les frictions avec la Russie ont également augmenté. L'une des questions litigieuses concerne la possibilité d'échanger du gaz naturel, et peut-être du pétrole, en roubles, à la suite de la lutte acharnée menée ces dernières années par la Russie et l'Arabie saoudite pour éliminer le pétrole de schiste des États-Unis, qui est beaucoup plus cher à produire que le pétrole saoudien. Le renouvellement des sanctions et la politique des tarifs douaniers à l'égard de la Russie s'inscrivent dans une logique de "défense" des intérêts américains pour au moins trois motifs fondamentaux :

1) l'empêcher d'avoir une base permanente en Méditerranée, dans la foulée du sauvetage du régime de Bachar el-Assad en Syrie par la Russie ;

2) détacher l'Europe de sa dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou en construisant une série de pipelines pour remplacer les pipelines russes existants et prévus ;

3) ne donner en aucune façon l'occasion à Moscou de commercialiser ses "trésors énergétiques" sibériens en intensifiant son commerce en roubles, face à la menace qui vient de Chine et du Venezuela de Maduro, de remplacer le dollar.

En plus de ces scénarios déjà pleins de tensions et au bord de l'affrontement "quasi direct", les États-Unis ont imposé des droits de douane contre l'Iran et la Corée du Nord, contre le Venezuela et le Canada, et menacent maintenant d'augmenter les taxes sur le commerce avec l'Allemagne et l'Italie. Dans le cas du Venezuela, la politique commerciale de Trump a deux objectifs : le premier est de déstabiliser le gouvernement Maduro qui est déjà durement touché par la crise économique dévastatrice dans tout le pays, tout en favorisant politiquement l'opposition de droite en la finançant. La seconde, déjà mentionnée, consiste à empêcher Maduro de vendre du pétrole avec une nouvelle crypto-devise (le petro) qui remplacerait le dollar, au moins dans la zone de l'Amérique latine.

La politique américaine d'imposition de droits à l'importation remonte au mois d'août 1971, lorsque l'Amérique a connu un premier déficit commercial. (2,5 millions de dollars, contre 556 milliards de dollars aujourd'hui). Les États-Unis, qui avaient littéralement inondé le monde de leurs biens après la seconde guerre mondiale, se sont retrouvés, même pas trente ans plus tard, être importateur net de biens et de services. Le déficit lui-même n'était pas élevé, mais il révélait la compétitivité réduite des marchandises américaines et signalait un retournement de tendance dangereux dans les relations avec l'Europe (Allemagne) et le Japon.

Le président de l'époque, M. Nixon, fut contraint de prendre trois mesures historiques pour tenter de sauver les entreprises américaines d'une concurrence étrangère féroce : 1) augmenter les taxes sur les importations de 12 % ; 2) dévaluer simultanément le dollar de 12 % (de 35 $ à 38 $ l'once d'or) - créant ainsi d'un seul coup une marge commerciale de 24 % sur le reste du monde ; et 3) déclarer la fin de la convertibilité du dollar en or. En d'autres termes, nous avons été libéraux tant que nous avons dominé le marché commercial ; lorsque nous perdons cette domination, nous imposons des taxes et des droits sur les importations sans tenir compte des traités de libre-échange que nous avons toujours approuvés auparavant. La même loi s'applique au dollar. Sa dévaluation concurrentielle de 12% a temporairement augmenté les marges de survie de l'industrie américaine et c'était suffisant. L'annonce de la dissociation du dollar avec l'or eut un double impact. D'une part, les coffres américains avec leurs réserves d'or en constante diminution n'étaient plus en mesure de soutenir l'énorme masse de dollars en circulation et en croissance constante sur le marché international. D'autre part, avec la dévaluation du dollar et l'abandon de l'étalon-or, ce furent les spéculateurs, les épargnants et toutes les banques internationales qui avaient auparavant investi dans le dollar comme un actif sûr qui perdirent de l'argent. Néanmoins, les gouvernements américains successifs se sont assurés de continuer à faire du dollar, même s'il n'était plus lié à l'or, la monnaie universelle du commerce mondial, le refuge de dernier recours par excellence, la marchandise dont le coût de production est proche de zéro, un instrument monétaire pour toutes les spéculations, le moyen pour canaliser les énormes flux de capitaux vers l'économie américaine. Mais un dollar fort pénalise inévitablement la compétitivité des produits américains en creusant au fil des années un gouffre de déficit commercial. Pourtant, les différentes administrations ont tout fait pour renforcer le dollar, même en essayant de compenser les dégâts commerciaux. La priorité a été de maintenir la position dominante du dollar sur les marchés monétaires internationaux afin que des flots de capitaux financiers puissent être attirés vers l'économie américaine pour financer les différents déficits, tandis que ce qui restait pouvait être exporté comme capital à investir dans des pays où le coût du travail était bien inférieur à celui du prolétariat américain. Ce rôle clé du dollar est si important qu'après les crises pétrolières du début des années 70, les gouvernements américains successifs n'ont pas

9 Renminbi (RMB), nom officiel de la monnaie chinoise, qui se traduit par « monnaie du peuple ». Yuan, nom désignant communément la monnaie chinoise comme unité de compte. [NdT]

10 Sur la rivalité croissante et intense entre les États-Unis et la Chine, cf. *US Power and the New Course Towards War* in ***Revolutionary Perspectives*** 12; et *Long Held US Fears Becoming Reality* dans ***Revolutionary Perspectives*** 11 [2018].

hésité à mener des guerres, à la fois pour mettre la main sur les matières premières énergétiques et pour s'assurer que les producteurs de pétrole et de gaz ne s'aventurent pas à traiter avec une autre monnaie que le dollar. Aujourd'hui, les guerres dites pétrolières, et la question "pérenne" de la suprématie du dollar, sont toujours aussi importantes que dans les années 70, seul leur cadre géographique a changé et s'est élargi en intensité et en férocité.
Le gouvernement de Trump semble essayer de résoudre la quadrature du cercle, c'est-à-dire de continuer à avoir un dollar fort et une balance des paiements qui, si elle n'est pas en terrain positif, n'en présente pas moins un déficit acceptable. La politique de tarifs douaniers, outre sa valeur politique d'opposition impérialiste à des ennemis jurés et à des opposants commerciaux, est précisément le reflet de cette politique du *"vouloir le beurre et l'argent du beurre"*, c'est-à-dire un dollar fort et une balance des paiements qui ne reflète pas l'affaiblissement constant de ce qui est produit aux États-Unis.
En un mot, les droits de douane mis à part, les guerres générées de temps à autre par les crises économiques, outre la destruction de la valeur-capital en vue d'une reconstruction, sont le pain quotidien du capitalisme, qui permettent d'atteindre avec la force des armes les objectifs économiques et stratégiques que la diplomatie et la concurrence "normale" ne peuvent atteindre.

La guerre permanente

C'est pourquoi les guerres, qui n'ont jamais cessé depuis 1945[11], reflètent la tension croissante entre les États-Unis et les autres puissances impérialistes. Aujourd'hui, la concurrence s'intensifie sur tous les fronts - productif, commercial, monétaire et stratégique - et se transforme en confrontation militaire ouverte. Mais le moteur reste toujours la crise économique/financière, la faible rentabilité des usines, la crise des profits et la spéculation qui s'ensuit, l'énorme dette contractée et le risque qu'une hausse des taux d'intérêt américains déclenche une crise de la dette irrémédiable et les prémisses d'une autre crise mondiale bien pire que celle que les optimistes définissent comme déjà dépassée.
Il a suffi que la tendance à la hausse des taux d'intérêt - en ce qui concerne les rendements des obligations du Trésor américain, tant nominaux que réels à 10 ans - ait atteint respectivement 3,25 % et 1 %, au-dessus des pics de 2011, pour que les marchés financiers de New York rentrent en ébullition le 10 octobre de cette année. Les craintes combinées d'une nouvelle hausse des rendements du Trésor et le risque d'une guerre commerciale avec la Chine ont fait chuter le Dow Jones de 832 points et le S&P500 de 95 points (-3,29 %) à la fin de la journée. Il s'agit de la chute la plus forte depuis le 8 février, date à laquelle le Dow Jones avait chuté de plus de 1000 points. La terreur des marchés et les liquidations qui ont particulièrement affecté les titres du secteur technologique (Nasdaq), étaient également liées aux droits d'importation imposés à la Chine. Mais le détonateur le plus puissant était la crainte que la hausse des taux d'intérêt n'amplifie l'endettement de secteurs productifs entiers, y compris les secteurs technologiques. Les titres de Facebook, Twitter et Netflix ont perdu 20% de leur valeur en un instant. Même Trump a dénoncé ce qu'il a appelé la politique de "folie" de la *Fed* consistant en une troisième hausse consécutive des taux d'intérêt pour cette année. Tout cela est un signe indéniable d'une crise permanente du capital qui apparaît à la surface sous la forme d'effondrements financiers et, plus fondamentalement, dans l'absence désormais endémique de rendement dans le monde de l'économie réelle. C'est cette dernière qui pousse les capitaux à fuir l'investissement au profit de la voie de la spéculation inutile, sinon plus risquée, de la spéculation.
Voilà donc la seule façon pour le capital de sortir de la crise économique et financière à court terme : dévaluations concurrentielles, spéculation, droits d'importation, exploitation plus intense de la main-d'œuvre, démantèlement de l'État-providence. Toutefois, à long terme, seule une destruction substantielle de la valeur-capital peut résoudre le problème de la crise de la rentabilité du capital. Ce n'est pas un hasard si, pendant la Seconde Guerre mondiale, ce sont les secteurs productifs qui ont été les plus dévastés. Par la suite, cela a permis à l'impérialisme américain d'investir de manière productive dans le renouvellement des infrastructures et la reconstruction d'usines industrielles européennes situées principalement en Italie, en France, en Allemagne et même au Japon et d'exporter son capital financier excédentaire vers les secteurs économiques clés des pays vaincus. Ainsi, un immense espace a été ouvert aux vainqueurs et aux vaincus pour commencer un nouveau cycle d'accumulation.
Mais la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a pas mis fin à la fureur de l'impérialisme, américain ou russe. De différentes manières stratégiques, ils ont continué à s'affronter l'un l'autre. Non pas parce que la seconde tragédie mondiale n'avait pas assez détruit, mais parce que, en plus de détruire pour reconstruire, l'impérialisme a besoin d'exporter des capitaux, d'investir à l'étranger, de contrôler et d'exploiter les territoires riches en matières premières servant au processus de valorisation du capital et, *last but not least*, d'exploiter les ressources énergétiques, de gérer leurs voies commerciales et de participer, éventuellement en termes monopolistiques, aux gains de la rente.
En fait, dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une longue série de guerres "froides" se sont succédées, c'est-à-dire qu'elles n'ont été menées qu'indirectement par les deux grandes puissances impérialistes, qui étaient sorties victorieuses de cette guerre. Parmi celles-là, il y a eu le conflit en Chine entre 1937 et 1948, où le parti communiste chinois s'est rangé du côté des Russes face à un Kouo-Min-Tang proaméricain. Après 1949, la Chine a été divisée en deux parties, la partie continentale, qui tombait sous l'influence de la Russie, et l'île de Taïwan, qui est entrée dans l'orbite américaine. Ce n'est qu'un an plus tard que le conflit s'est déplacé en Corée (1950-1953). La guerre du Vietnam a suivi (1962-75) et ensuite les événements guerriers qui ont ensanglanté l'Amérique centrale, au Honduras et au Nicaragua avec et contre les Sandinistes. Comme d'habitude, d'un côté l'impérialisme russe défendait ses "nouvelles colonies", de l'autre les États-Unis utilisaient les services du narcotrafiquant panaméen Noriega pour battre les Sandinistes.
Ce dernier, qui a déchargé des tonnes de drogue des cartels colombiens en Amérique dans un département spécial de l'aéroport de Los Angeles interdit aux services américains eux-mêmes, faisait le voyage de retour chargé d'armes fournies par la CIA pour être distribuées aux Contras opérant en Amérique centrale. Nous pourrions continuer à

11 (NdT) on pourrait dire depuis 1931, l'incident de Moukden provoque l'invasion japonaise de la Mandchourie puis la guerre de l'Italie en Abyssinie et de la deuxième guerre italo-éthiopienne en 1935.

montrer comment l'affrontement entre l'URSS et les États-Unis a déterminé le conflit nationaliste entre Israël et les Palestiniens, la crise des missiles à Cuba, l'affaire du Panama, le débarquement des marines américains, etc... Une guerre sans fin interrompue, non pas par des solutions pacifiques, mais seulement lorsque l'un des adversaires était obligé d'abandonner.
Puis l'URSS a implosé. Une implosion résultant d'une baisse de la compétitivité, d'une augmentation disproportionnée des investissements en biens d'équipement alors que la productivité du travail diminuait ou stagnait, entraînant ainsi un changement dans la composition organique du capital et une baisse inexorable des taux de profit. Malgré leur faible productivité et leur faible rentabilité, les énormes investissements en capital constant qui ont été réalisés ont largement profité à la puissante oligarchie de l'État, qui a tiré son pactole des allocations financières à l'industrie et à l'agriculture. Plus l'État investissait dans du capital constant, même s'il n'était pas très productif, plus l'oligarchie russe avait la possibilité de détourner une partie du capital dans ses propres poches. Une fois de plus, les États-Unis ont joué leur rôle dans le développement de la crise économique du système soviétique en concentrant la concurrence entre les deux pays sur le plan des innovations des technologies militaires et en intensifiant la course aux armements. L'URSS a été contrainte de s'endetter lourdement pour son armement. Les dépenses consacrées à ce poste ont représenté 23 % du PIB, contre 7 à 8 % pour les États-Unis. Cette énorme disparité a conduit à un déficit démesuré de l'État russe qui a ouvert les premières brèches dans le système économique capitaliste d'État soviétique, un système déjà miné par le fléau d'un taux de profit en baisse constante et d'une faiblesse croissante à la périphérie de son empire.
Grâce à cette situation la CIA et le Vatican ont pu manœuvrer, surtout en Pologne avec l'expérience de Solidarnosc. L'implosion a incontestablement annulé l'expérience "temporaire" du faux socialisme issu de la défaite de la révolution d'Octobre, le premier et le seul (à ce jour) exemple historique de révolution prolétarienne. L'effondrement de l'URSS a été effectivement suivi par dix années de mono-impérialisme américain qui ont donné carte blanche à ses gouvernements successifs sur la scène internationale. C'était l'époque des "premières" guerres du pétrole grâce auxquelles les États-Unis ont étendu leur contrôle sur les aspects connexes de cette industrie, tels que la construction de pipe-lines, de centres de stockage et de raffineries. Ceux-ci devaient évidemment être remis aux compagnies pétrolières américaines et à d'autres sociétés spécialisées liées au pétrole, y compris sur les questions d'ingénierie et de logistique, qui participaient toutes à l'exploitation des rentes pétrolières elles-mêmes. C'est à cette époque que l'impérialisme américain est devenu "ouvert" - lors de la guerre de 1990-1991 en Irak, en Afghanistan, puis lors de la deuxième guerre en Irak en 2003. Toute une décennie fut marquée par des guerres "mineures" mais stratégiquement importantes, comme celles du Sahel en Afrique et celle qui a détruit la Yougoslavie, dernier rempart européen du faux socialisme du Maréchal Tito. Pendant ce temps, la Russie postsoviétique, grâce aux gisements de pétrole et de gaz sibériens, a retrouvé sa place dans les rangs de l'impérialisme international et s'est repositionnée, avec la Chine, comme contrepartie à la superpuissance américaine, donnant lieu à une sorte de seconde guerre froide. C'est à ce moment-là (2011), après l'explosion du "Printemps arabe", que le conflit s'est déplacé vers la Syrie et la Libye.
En Syrie, la Russie soutient Bachar El Assad pour défendre ses intérêts en Méditerranée - avec le maintien des ports militaires et commerciaux de Tartous et de Lattaquié - ainsi qu'au Moyen-Orient contre l'Arabie saoudite, Israël et leur mentor impérialiste américain. Ici, une guerre généralisée se déroule déjà sous nos yeux, une guerre orchestrée par tous les centres impérialistes les plus puissants de la région. Sur le terrain, nous trouvons la Russie et les États-Unis avec leurs alliés correspondants. Aux côtés de la Russie se trouvent l'Iran, l'Irak et le Hezbollah libanais. C'est l'axe chiite du Moyen-Orient. Aux côtés des États-Unis, l'Arabie Saoudite, les Émirats, le Qatar, qui constituent l'axe sunnite - fidèle mais pas tant que ça - aux ambitions de Trump.
En Libye, il y a la France, l'Italie, l'Angleterre et les États-Unis. La France et le Royaume-Uni, soutenus par l'impérialisme américain omniprésent, étaient à l'initiative de l'expédition militaire contre Kadhafi où le double objectif était de supprimer le contrôle de l'ENI (compagnie pétrolière italienne) sur 40% du pétrole libyen (objectif français) et d'empêcher Kadhafi de vendre son pétrole en euros, roubles ou yuan.

En Syrie, nous avons vu la présence massive de tous les principaux responsables du carnage. Avec leurs intérêts divers et souvent contradictoires, de nouvelles alliances se sont formées et d'anciennes se sont dissoutes, dans une série d'épisodes qui ont causé la ruine d'un pays entier avec deux millions de morts et plus de quatre millions de réfugiés. La Turquie, la Russie, l'Iran et l'axe chiite d'un côté. Les États-Unis, Israël et l'axe sunnite de l'autre côté. Chacun a ses propres intérêts à défendre, tandis qu'au milieu, les différents nationalismes kurdes sont devenus l'instrument militaire de certains impérialismes et l'objectif à abattre pour d'autres, même s'ils font partie de la même coalition. Compte tenu du nombre de puissances impliquées, de leurs zones d'influence, de leur engagement actif dans la guerre, nous devons en conclure que nous sommes en présence d'une guerre mondiale "bizarre" où, à quelques exceptions près, notamment la Chine, les principaux antagonistes impérialistes s'affrontent déjà dans une des zones stratégiques des plus importantes du monde. Ce n'est pas le fruit de l'imagination que de penser que le prochain krach financier, poussé par la hausse des taux d'intérêt, conduira à une situation économique mondiale encore pire et entraînera le danger d'une guerre plus généralisée par une intensification des guerres actuelles ou l'apparition de nouvelles.
D'un point de vue politique, au-delà de la nécessité d'analyser ce qui se passe dans le monde, il faut affirmer fermement que la crise n'est pas un accident, une catastrophe naturelle inévitable ou une sorte de malédiction divine, mais le produit du mode de production existant, du capitalisme mondial qui connaît une crise économique profonde à laquelle il ne peut échapper ; qui génère une masse financière égale à 12-14 fois le produit intérieur brut mondial ; qui s'éloigne de la production pour se consacrer à la spéculation car la rentabilité de l'économie réelle ne permet plus les investissements productifs. Bref, c'est la chute du taux de profit qui accélère la concurrence capitaliste et le choc des impérialismes.
Dans ce contexte, la tendance à la guerre n'est pas une simple menace, mais la réalité concrète de toutes les relations internationales et un état de fait qui implique

toutes les principales puissances impérialistes de la planète en divers endroits du monde.
C'est une situation qui ne peut être résolue qu'en allant au cœur de la contradiction qui sous-tend l'édifice capitaliste tout entier, c'est-à-dire la relation entre le capital et le travail. Le problème ne peut en aucun cas être résolu en termes de redistribution, comme le supposent toujours les réformistes plus ou moins radicaux, mais seulement en construisant un rapport de force dans la lutte entre les classes et donc une direction politique sous la forme du parti politique de classe. Un tel parti appellera à briser la contradiction elle-même pour jeter les bases politiques et économiques de la construction d'une nouvelle société, une société qui ne soit plus fondée sur le rapport capital-travail, qui ne vise pas à maximiser le profit, sans les guerres qui détruisent pour pouvoir reconstruire, sans l'existence de classes qui supposent la domination économique et politique de l'une sur l'autre. En d'autres termes, une société de producteurs associés qui travaillent et construisent pour des besoins collectifs, où chacun contribue en fonction de ses compétences et capacités particulières. Sinon, ce sera encore la barbarie, la destruction et la mort pour des millions de prolétaires, victimes d'abord de l'exploitation puis de la guerre, qui devront recréer les conditions pour la production du profit lui-même. Il n'y a pas d'autre solution. Soit le prolétariat mondial réussira à échapper aux chaînes du nationalisme, aux mille mécanismes de guerre que l'impérialisme déclenche chaque jour, soit l'explosion d'une des nombreuses bulles spéculatives - peut-être due à la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale - sera suffisante pour intensifier et généraliser le drame des guerres existantes et faire du monde un immense cimetière.

Soit la guerre, soit la révolution

Ou la guerre ou la révolution. C'est, ou bien la guerre avec son lourd fardeau de mort, de destruction et de barbarie, ou bien la révolution au cours de laquelle le prolétariat se charge de donner vie à un nouveau cadre social équitable, communautaire et humain. Mais pour que cela se produise, il faut un parti international fort pour soustraire les salariés à la pensée dominante de la classe dirigeante, emplie de provincialisme, de nationalisme, de racisme : comme si ces manifestations de l'idéologie bourgeoise étaient toujours et en tout cas l'étoile polaire de toute l'humanité. Il est vital de saper et de démolir l'idéologie dominante de la classe dirigeante pour commencer à poser la question d'un choc frontal classe contre classe, pour présenter une alternative à ce système qui ne peut qu'exploiter, provoquer des crises, dévaster l'écosystème, apporter des guerres désastreuses qui ne font qu'annoncer des conflits impérialistes plus graves qui permettront de détruire suffisamment de capital pour reconstruire, pour créer les conditions pour un nouveau cycle d'accumulation. Celui-ci conduira inévitablement aux mêmes problèmes qu'auparavant, mais avec une capacité encore plus grande pour détruire le monde et avec un prolétariat qui n'aura pas su trouver la force d'empêcher une nouvelle barbarie. Pour notre part, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher que cela ne se produise.
Le "dualisme" de la guerre ou de la révolution n'est pas une invention du dieu Mars ou de Prométhée rebelle et enchaîné. Il n'y a pas de cours historique qui mène nécessairement à la guerre ou à la révolution. Le monde ira vers la guerre ou la révolution, non pas parce que l'histoire est déjà écrite dans le Grand Livre, mais seulement comme le résultat de l'équilibre du pouvoir entre la classe dirigeante et la classe subordonnée. Et cela n'est écrit nulle part, sauf dans la conscience de ceux qui travaillent dans une direction ou l'autre. Il n'y a pas de cours de l'histoire qui mènent d'un côté ou de l'autre. Le seul critère valable est d'évaluer l'équilibre du pouvoir entre les classes, les fondements économiques qui conditionnent leur existence, les idéologies qui les dominent et les signaux qui viennent de l'une ou de l'autre classe. Si nous nous aventurons aujourd'hui dans une hypothèse, sur la base des éléments actuels, nous devrions dire que la "solution" de la guerre est la plus probable. En effet, dans l'état actuel des choses, l'équilibre du pouvoir est du côté des différentes bourgeoisies impérialistes. Chacune d'elles s'attaque à son prolétariat par une plus grande exploitation, des contrats de travail chaque fois pires, en augmentant la pauvreté relative et absolue. Elles font et brisent les gouvernements les plus absurdes en les soutenant ou en les laissant tomber selon leurs propres intérêts contingents. À l'étranger, c'est-à-dire en dehors de leur marché économique, sous la pression de la crise, elles dressent des théâtres de guerre dont les armées sont le plus souvent composées de prolétaires dans la zone en conflit. Peu importe que les prolétaires soient Kurdes ou Arabes, Chiites ou Sunnites. L'important, c'est qu'ils soient entraînés dans les mécanismes idéologiques de tel ou tel impérialisme et qu'ils agissent comme de la chair à canon au seul bénéfice des intérêts de l'impérialisme qui les a soumis idéologiquement.
En ce qui concerne le prolétariat, c'est le contraire qui est vrai. Au sein de chaque État, il s'oppose rarement aux attaques économiques et aux conditions de vie de plus en plus humiliantes qui lui sont imposées par chaque bourgeoisie respective. Nous vivons à une époque où la crise est si profonde que les potentialités d'obtention des revendications qui caractérisaient autrefois la lutte quotidienne se sont réduites. Aujourd'hui, les travailleurs luttent moins pour une augmentation de salaire que pour les droits sociaux les plus élémentaires, comme le logement, de meilleures conditions de vie et de meilleurs services. Lorsque les travailleurs manifestent dans la rue, ils le font pour se défendre contre les attaques de la bourgeoisie. Ils le font pour garder leur emploi, pour empêcher que certains services ne soient délocalisés ou que l'usine ne soit déplacée à l'étranger où une autre armée de personnes désespérées est prête à être exploitée dans des conditions pires encore. C'est le tableau, l'instantané qui nous fait dire que l'équilibre actuel du pouvoir entre les classes nous pousse à envisager la possibilité d'une guerre encore pire en termes d'intensité de destruction et d'implication des masses prolétariennes internationales. Mais les choses ne vont pas toujours comme la photo instantanée du moment le suggère. Sur une plus longue période, ce n'est pas l'image instantanée mais un film en cours qui pourrait changer l'histoire. En d'autres termes, l'équilibre du pouvoir entre les classes peut changer au cours des événements.
N'oublions pas la révolution d'Octobre qui eut la force d'éclater en pleine Première Guerre mondiale. Alors, il y avait aussi une crise économique mondiale; les différents prolétariats européens étaient sous la bannière de leurs impérialismes respectifs et le nationalisme faisait rage dans le monde entier. Mais le prolétariat russe a relevé la tête, s'est opposé au carnage de la guerre, a combattu pour la révolution contre la barbarie impérialiste avec son parti, ses tactiques et sa stratégie communiste.
Puis vint l'isolement des autres expériences révolutionnaires en Europe et l'énorme recul économique encouragea les

forces de la contre-révolution, même au sein du parti bolchevique lui-même.
Les révolutionnaires n'ont donc pas seulement pour tâche d'analyser comment les choses vont se passer, que ce soit du fait d'un destin prédéterminé ou par un caprice des dieux, mais d'étudier la situation économique et sociale au fur et à mesure que la crise capitaliste se développe. Les communistes révolutionnaires ont pour tâche de créer les conditions subjectives de la révolution, non pas en opposition au rapport de forces entre les classes, mais en harmonie avec tout changement soudain et inattendu dans ces mêmes rapport de forces qui se manifesterait dans une direction plutôt que dans une autre. Parmi les objectifs subjectifs que les révolutionnaires doivent viser, il y a la construction du parti communiste international sans lequel tout changement de cap dans les rapports entre les classes, toute reprise de la lutte de classe se terminerait sans tactique ou stratégie quotidienne pour parvenir à une alternative au capitalisme. Nous resterions coincés dans le même sillon capitaliste tragique qui génère toutes les crises et toutes les guerres. Ici aussi, la révolution d'Octobre nous a donné une grande leçon. Sans le parti bolchevique, des dizaines de millions de paysans et des millions de travailleurs se seraient détournés de toute solution révolutionnaire et auraient été réabsorbés dans le climat nationaliste mystique. Ce qui s'est passé ensuite fait partie d'un autre aspect de l'histoire que nous pourrions appeler "révolution et contre-révolution". Aujourd'hui, il s'agit de "guerre ou révolution" et de tirer les leçons du passé qui ont conduit à la victoire du prolétariat russe et d'identifier les conditions défavorables et les erreurs qui en ont accéléré l'échec.

Fd, 2 décembre 2018

1930 est-il de retour?

Pour se souvenir des événements des années 1930, il faudrait avoir plus que 80 ans. Pour acquérir une expérience palpable de cette époque, il était plus aisé pour les nouvelles générations d'écouter les parents qui, en réalité, préféraient oublier. Les anecdotes sur le niveau de ressources, de la faim, du manque de chaussures, de l'impossibilité de se payer un médecin, sur l'ombre du chômage et de la guerre ne sont pas des contes. L'impact sur les consciences nécessiterait, peut-être, une discussion en soi, mais cela soulève la question de savoir comment l'expérience historique, qu'elle nous plaise ou non, façonne notre compréhension des perspectives actuelles. Il pourrait être intéressant d'examiner cette question méthodologique avant d'entrer dans la comparaison entre les années 1930 et d'aujourd'hui.

Leçons de l'histoire

Beaucoup connaissent le début du célèbre article de Marx «***Le 18 brumaire de Louis-Napoléon***» dans lequel il écrit *« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.»* Laissons de côté le problème de ce que Hegel n'a pas réellement dit, il demeure une image formidable qui fut utilisée plusieurs fois (et souvent par nous-mêmes) pour comparer des événements historiques. La réflexion rajoutée par Marx, est plus importante pour nos discussions d'aujourd'hui.
« La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. »

C'est un avertissement pour nous en ce qui concerne l'utilisation et l'abus de l'histoire. Nous ne pouvons pas toutefois l'écarter - c'est la mémoire collective de l'humanité et, mise à part notre expérience personnelle propre, c'est l'unique base de réflexion fiable sur le futur. Nous pouvons toutefois être induits en erreur dans son interprétation en essayant d'examiner l'histoire à travers les schémas connus. Le danger est alors que nous ne saisissions pas l'importance des nouveautés de notre époque. Quelque chose d'inconnu peut survenir qui établirait un nouveau modèle pour l'avenir.
Nous en avons un exemple concret dans le passé. Dans les années 1970, les idées de la gauche communiste sont apparues au Royaume-Uni (et ailleurs dans le monde). Ce n'est pas un accident historique en soi, elles coïncident avec la fin du boom de l'après-guerre et le début du déclin du cycle d'accumulation du capital. La réapparition de la crise a justifié la conception des marxistes (comme Paul Mattick) qui, tout au long des années 50 et 60, ont affirmé que le boom de l'après-guerre n'induisait pas la fin de toutes les crises capitalistes. Ils ont soutenu que le boom était dû à la destruction massive des valeurs de capital pendant la seconde guerre mondiale et que, tôt ou tard, la baisse tendancielle du taux de profit resurgirait et que le monde serait de nouveau plongé dans une nouvelle crise.
À partir de ces travaux, ceux d'entre nous qui ont formé la Communist Workers' Organisation (CWO), ont pu constater que les cycles d'accumulation du capital, qui, à l'époque de Marx, duraient à peu près dix ans, avaient été modifiés par la centralisation et la concentration graduelles du capital et ainsi duraient plus longtemps. Quand ils atteignaient leur apogée, la simple dévaluation avec les faillites de quelques entreprises n'était plus suffisante pour entamer un nouveau cycle d'accumulation. Seule la dévaluation massive par la guerre généralisée était suffisante. Ainsi, depuis 1914, la crise capitaliste avait conduit les principaux États capitalistes à une guerre totale à deux reprises. Notre première conclusion fut que si le troisième cycle d'accumulation prenait fin, la classe ouvrière devait renverser le système ou bien nous ferions face à une nouvelle guerre dans un proche avenir.
Cela s'est avéré être une grossière erreur. La raison en était que nous avions toujours supposé que tout État capitaliste se battrait pour contrôler les soi-disant «données stratégiques de l'économie», nécessaires à la «sécurité nationale», comme l'acier, la construction navale et l'énergie. Ce que nous n'avons pas vu, c'est qu'elles n'étaient plus considérées comme si importantes dans un monde de guerre froide où

les blocs fonctionnaient ensemble. Ainsi, les États pouvaient non seulement annuler certains investissements et restructurer l'industrie, mais ils pouvaient aussi encourager activement les investissements de capitaux dans les pays à faible revenu plutôt que dans leur propre pays. Le système en crise s'est ressaisi dans une autre direction afin de se maintenir à flot (autre direction qui a eu également l'avantage d'adapter la lutte des classes au sein du capitalisme). C'est exactement ce qui s'est passé dans les années 1980 et 1990. Pendant un certain temps, cela a permis de contrôler la baisse du taux de profit, mais quand le capitalisme s'est trouvé une nouvelle fois menacé, la mondialisation est devenue «financiarisation». Les bénéfices réels devaient désormais être réalisés dans la mise en place d'instruments financiers assurant un flux de revenus constants pour les banques et les institutions financières. Il n'y eut aucune limite à cette créativité d'artifices monétaires depuis la couverture des contrats à terme, jusqu'aux dettes garanties des plus opaques obligations et crédits dérivés. Ici, l'orgueil a pris le dessus et nos dirigeants ont oublié les leçons de l'histoire en abandonnant toute la régulation introduite dans les années 1930 (Glass-Steagall[12], etc.) pour empêcher un autre krach de Wall Street. Ainsi, les banques ont été autorisées à participer à la mise au point de «nouveaux instruments financiers», qui recyclaient essentiellement la dette, et sont finalement devenues une pure spéculation. Ce qui s'était passé, c'était que, au lieu de recourir à la guerre, le système avait trouvé un nouveau moyen de repousser les conséquences de la crise, via la spéculation. Cependant, comme le précise Marx dans le volume 3 du ***Capital***, la phase spéculative dans laquelle le capital fictif est créé, est la phase finale du cycle[13]. Même alors, dans les années 90, nous avions clairement constaté que la bulle spéculative devait éclater à un certain moment, mais nous ne pouvions croire que le système pourrait durer jusqu'en 2007-2008.

La réponse des États capitalistes du monde entier aux nouvelles manifestations de la crise était plus prévisible. Permettre aux lois capitalistes de fonctionner sans contrôle aurait conduit à l'effondrement de tout le système financier et donc à l'effondrement du système capitaliste. Cela aurait abouti à ce que les conséquences du Krach de Wall Street ressemblent à un incident mineur. Les États ont donc été contraints d'agir. Des renflouements massifs suivis « d'assouplissements quantitatifs » étaient la seule solution. Ces mesures concernaient le symptôme mais pas la maladie. Une décennie plus tard, elles n'ont fait qu'accroître l'endettement mondial (qui approche les 250 000 milliards de dollars et qui augmente toujours). Le principal changement réside dans le fait que les États en sont maintenant responsables. La crise n'a pas disparu, mais nous sommes dans une situation entièrement nouvelle que le monde n'avait jamais connue auparavant.

2018 n'est pas 1930.

Parler de *«remonter aux années 1930»* serait-il déplacé ? Il existe toutefois de nombreuses raisons pour lesquelles certains commentateurs l'écrivent depuis au moins deux ans. Lorsqu'Hitler est arrivé au pouvoir en 1933 en Allemagne, il s'est retiré de la Société des Nations comme de tous les pactes destinés à promouvoir la paix ainsi que de toutes les discussions sur le désarmement. Le premier acte significatif de Trump a consisté à se retirer de l'Accord de Paris sur le changement climatique puis du Partenariat transpacifique, tandis que ses diplomates ont passé beaucoup de temps à déprécier les Nations Unies. Trump a non seulement menacé d'actions militaires ceux considérés comme des ennemis des États-Unis, mais encore a fait procéder à plusieurs gestes militaires pour appuyer ces menaces. D'autres commentateurs peuvent trouver encore d'autres similitudes. Le chômage de masse et les dictatures fascistes n'existent peut être pas aujourd'hui, mais la stagnation économique, la baisse du niveau de vie pour beaucoup ainsi que la montée d'un nationalisme autoritaire de plus en plus raciste se répandent dans le monde.

Et bien sûr, derrière tout cela, il y avait la question non résolue de la crise économique. En 1930, le Congrès américain introduisit la loi Smoot-Hawley[14], qui imposait des droits de douane pouvant atteindre 60% sur 20 000 des produits. Elle a provoqué des représailles partout dans le monde, à commencer par le Canada. En Allemagne, les droits de douane équivalents furent introduits par le gouvernement Brüning en janvier 1932, exactement un an avant l'arrivée au pouvoir des nazis. A l'époque la politique tarifaire ne fut pas la seule politique du chacun pour soi introduite par les États. Les dévaluations compétitives de monnaie étaient devenues la priorité alors que les pays abandonnaient l'étalon-or, et tout cela entraîna la guerre commerciale qui aggrava la crise économique. En tant que tel, ce fut le prélude à la seconde guerre mondiale.

Par rapport aux années 1930, un facteur concret est absent. En effet, Hitler est arrivé au pouvoir sur la promesse de réviser tous les traités imposés à l'Allemagne après la première guerre mondiale. En Allemagne, sa stratégie économique consistait en une autarcie qui visait à l'autosuffisance totale. Cela incluait des politiques économiques implacables, comme la vente de machines à un pays puis le refus de vendre les pièces de rechange, à moins que le pays en question n'importe encore plus de l'Allemagne. Celles-ci et d'autres stratégies étaient évidemment des mesures à court terme, mais elles étaient censées être telles. L'ensemble du programme économique du nazisme dépendait de la réussite de la guerre et, cela même, à court terme. Une fois le réarmement décidé par Hitler et qu'il eut survécu au pari de

12 (NDT) Le Glass-Steagall Act est le nom sous lequel est généralement connu le Banking Act de 1933 aux États-Unis par lequel sont instaurés:

l'incompatibilité entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement;

le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires ;

le plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires (règlementation Q).

Il tient son nom d'un sénateur démocrate de Virginie, Carter Glass, ancien secrétaire au Trésor.

13 (NdT) citation de Marx du livre III du ***Capital*** chapitre 32 « Capital monétaire et capital réel » (III) :

« *En temps de crise, la demande de capital d'emprunt, et donc le taux d'intérêt, atteint son maximum. Le taux de profit, et avec lui la demande de capital industriel, a pratiquement disparu. Pendant ces périodes, chacun n'emprunte que dans le but de payer, afin de régler les obligations contractées antérieurement. D'autre part, en période de reprise d'activité après une crise, le capital sous forme de crédit est demandé pour acheter et pour transformer le capital-argent en capital productif ou commercial. Et ensuite, le capitaliste industriel ou le marchand le réclame. Le capitaliste industriel l'investit dans les moyens de production et dans la force de travail*. »

14 (NdT) La loi Hawley-Smoot (ou *Smoot-Hawley Tariff Act*), promulguée aux États-Unis le 17 juin 1930, a augmenté les droits de douane à l'importation de plus de 20 000 catégories de produits.

la remilitarisation de la Rhénanie en 1936, toute sa politique consistait à poursuivre le conflit.
Aujourd'hui, la Russie est le pays le plus comparable à un État « révisionniste » comme l'Allemagne nazi. La Russie de Poutine, qui a déjà annexé la Crimée, a rétabli sa position au Moyen-Orient et est prête à annexer les deux provinces orientales de l'Ukraine. Mais Poutine est encore contraint par sa faiblesse économique et militaire. C'est sa stratégie de calcul réfléchi qui lui a permis de récupérer certaines pertes subies par l'ancienne URSS, et non pas la force militaire massive et directe. Il sait aussi qu'aller trop vite peut provoquer une réponse plus concertée ce qu'il a évité jusqu'ici.
Un mythe a persisté, pendant la guerre froide, selon lequel l'URSS aurait été, en quelque sorte, un rival équivalent des États-Unis et, en fait, l'effort pour maintenir ce mythe a contribué à détruire l'URSS, tandis que la notion de bloc autour des deux «superpuissances» ayant gagné la Seconde Guerre mondiale, a créé un nouvel ordre mondial. En contemplant cela maintenant, il semble que ce monde bipolaire avec deux blocs ait été une aberration de l'histoire et que nous sommes revenus au monde d'États-nations évoluant individuellement, comme c'était la norme auparavant sous le capitalisme impérialiste. D'abord, l'URSS a implosé et son bloc s'est effondré. Puis, depuis 1990, les États-Unis sont devenus la puissance dominante incontestée de la planète. Mais au sein de la classe dirigeante américaine, il y a un débat constant entre ceux qui veulent que les États-Unis soient le leader mondial en coordination avec ses alliés et ceux qui souhaitent que les États-Unis poursuivent une politique étrangère plus agressive. (Cf. l'article dans le numéro 12 de ***Revolutionary Perspectives*** (***RP***) qui montre que l'administration américaine actuelle se trouve sur cette conception.) Lorsque le pouvoir qui a surgi en 1945 comme pouvoir le plus puissant de l'histoire, commence à dénoncer toutes les institutions qu'il a lui-même créée pour garantir sa domination sur le monde, nous comprenons que nous entrons dans une situation entièrement nouvelle.
Les États-Unis ont beaucoup plus de poids qu'une simple puissance militaire, mais il convient de noter qu'elle dépense actuellement 600 milliards de dollars par an pour la défense (soit plus que les 14 autres puissances réunies et 10 fois plus que la Chine), et Trump veut l'augmenter de 25%. Avec plus de 700 bases militaires dans le monde, il n'y a pas de pouvoir ou même de coalition capable de leur résister. Trump l'utilise avec la puissance économique américaine pour dénoncer un monde qui «exploite les États-Unis» depuis des décennies. Peu importe que ce soit vrai ou non. Le fait est que cela est devenu le mantra d'"America First". Pour commencer, il menace de sanctionner quiconque fait du commerce avec l'Iran. Ce discours agressif n'est cependant que le point de départ de sa véritable cible, qui est la Chine.
La Chine a ouvertement annoncé son intention de devenir la première puissance mondiale d'ici 2049 en termes de «puissance nationale et d'influence internationale». À ce moment-là, la lente et discrète stratégie chinoise peut en effet la placer dans une position où les États-Unis devraient accepter ce nouvel ordre mondial. (cf. l'article *«La Chine: Nous tenons depuis longtemps à devenir réalité?»* dans le numéro précédent de ***RP***, numéro 11,) Le problème de la classe dirigeante américaine est de savoir comment l'empêcher et, ce qui est encore plus important, c'est quand la menace de guerre commerciale sur les droits de douane de Trump pourrait amener la Chine à conclure un accord ; et, étant donné que l'État chinois dispose de 3 milliards de dollars de réserves, une guerre commerciale risque de créer encore plus de problèmes à l'économie américaine.
La condition sine qua non de la situation actuelle est que nous sommes toujours plongés dans une crise économique mondiale. Grâce aux actions des gouvernements, ses conséquences ne sont apparemment pas aussi dramatiques que celles des années 1930. Cependant, comme dans les années 1930, les maîtres de l'univers capitaliste n'ont pas de solution économique. La spéculation peut donner l'apparence d'une sorte de reprise, mais elle présage l'éclatement de la bulle suivante.
En l'absence de réelles solutions économiques, les choix politiques sont désespérés. Les réductions d'impôts de Trump auraient pu stimuler la confiance des investisseurs (suffisamment pour durer jusqu'aux élections législatives de novembre), mais à long terme, elles certifient que les déficits américains continueront à augmenter et, avec eux, le coût annuel du service de la dette. À l'heure actuelle, les États-Unis sont maintenus à flot parce que suffisamment d'investisseurs internationaux ont suffisamment confiance en eux et que ses institutions sont considérées comme une valeur sûre pour acheter des obligations. Les turbulences actuelles risquent de ne pas les garantir pour toujours, auquel cas une nouvelle crise du système, plus drastique, sera inévitable.
Quand cela se produira, quelles en seront les conséquences? Les conséquences risquent d'être désastreuses au regard des forces nationalistes et militaristes qui dictent cette direction. Les conflits, sans fin et actuels sur l'ensemble de la planète, prendront une nouvelle ampleur et, à terme, l'idée d'une guerre généralisée ne peut être exclue.
La seule force qui soit capable de modifier la situation et de sauver la planète est la classe ouvrière internationale, mais actuellement, cette dernière est loin d'être de taille à le faire. Ce n'était pas, non plus, la grande forme dans les années 1930. À cette époque, elle avait été vaincue depuis longtemps lors de sa première tentative internationale de renversement du capitalisme. En conséquence de cette défaite, la classe a été divisée et trompée – pour certaines par l'illusion que la Russie stalinienne était le socialisme, pour d'autres encore en restant fidèles aux sociaux-démocrates qui auraient « sauvé » le capitalisme en 1914 et en 1919. Les révolutionnaires au sein de la classe ont été réduits à de petites fractions essayant de donner un sens à la contre-révolution ou étaient prisonniers dans les camps fascistes ou staliniens.
La gauche communiste est parvenue à reconnaître que «l'antifascisme», loin d'être la défense de la classe ouvrière, était devenue le cri de ralliement permettant de convertir les travailleurs en soutien de la «guerre pour la démocratie». Elle est devenue la position officielle de l'Internationale communiste stalinienne après 1935 et a servi à mobiliser les travailleurs pour se rendre en Espagne, non pas pour se battre pour «la révolution espagnole », mais pour défendre les intérêts de l'Union soviétique dans la guerre inter-impérialiste contre l'Allemagne et l'Italie. Ensuite, elle a été adoptée par les démocraties occidentales au cours de la seconde guerre mondiale. Combattre le fascisme semblait être une idée beaucoup plus progressiste pour mourir que de se battre pour «le roi ou la nation» ou la «patrie», comme au cours de la Première Guerre Mondiale. La classe dirigeante en Russie et en Occident ne tardèrent pas à en jouer. L'antifascisme est devenu le slogan mobilisateur pour la guerre impérialiste.

La plupart des comparaisons entre les années 1930 et aujourd'hui sont faites par les défenseurs de la démocratie capitaliste. Elles ne soutiennent pas l'autonomie du prolétariat ou la lutte pour une société communiste. Tout ce qui préoccupe certains de ces contempteurs, c'est la reprise possible du fascisme. Pour eux, la mention des années 1930 est toujours reliée à une histoire de peur. Ironiquement, c'est exactement ce que leurs prédécesseurs politiques, des années 1930, ont également évoqué. Au lieu de pointer la crise actuelle du capitalisme comme le véritable problème, ils portent le débat sur la fraction capitaliste indispensable au pouvoir. Bien sûr les horreurs de la dictature fasciste, avec toutes ses conséquences génocidaires, doivent être combattues, mais ce n'est pas ce que nos antifascistes d'hier et d'aujourd'hui soutiennent. Ils défendent encore, comme Paul Mason l'a fait il y a deux ans, le monde démocratique mondialisé.
«Nous avons - et nous devons défendre – le solide système mondialisé.» (theguardian.com)

Ce «solide système mondialisé» ne fonctionne que pour une classe et nous n'avons aucun intérêt à le défendre. Nous devons nous défendre nous-mêmes, non seulement contre les fascistes, mais aussi contre ceux qui croient que ce système possède la «conception de droits de l'homme universels et inaliénables». Dans un monde où les enfants syriens sont gazés, où les femmes congolaises sont systématiquement violées en tant qu'acte de guerre et où 22 millions de Yéménites sont confrontés à une effroyable crise alimentaire à la suite de la guerre la plus inutile de la planète, où trouvons-nous les *« droits de l'homme universels et inaliénables»* ?

Alors que la classe ouvrière bat en retraite dans le monde entier en raison de la baisse des salaires, de la dégradation des conditions de travail et d'une diminution de la richesse nationale dans tous les pays, elle est toujours dans une situation difficile. Les inégalités sont en hausse et, en termes statistiques, elles sont pires que celles des années 1930. Et même si les indicateurs ne sont peut-être pas aussi graves que ceux des années 1930, 80 millions de personnes dans la nation la plus riche de la planète vivent aux niveaux de celui de ceux des pays sous-développés. Les seuls points positifs sont que la plupart des travailleurs d'aujourd'hui n'ont pas participé aux défaites du passé et que de nouvelles luttes commencent enfin à se produire dans l'ensemble du monde. Dans le même temps, il existe de petits noyaux de véritables communistes, qui n'acceptent pas les anciens mythes sur le Stalinisme comme étant le communisme et cela apparaît chaque année de plus en plus partout dans le monde. Il est probable que les conditions ne s'aggravent encore avant qu'elles ne s'améliorent, compte tenu de la montée du nationalisme et du racisme, - mais comme l'histoire a pris une route particulière par le passé, en prendre naturellement une autre serait une erreur pour ceux dont le travail fournit la base de l'existence humaine.

Le choix historique que nous offre le système capitaliste en déclin demeure toujours «socialisme ou barbarie».

(Éditorial de ***Revolutionary Perspectives*** n°12
du 8 août 2018).

Le Site Internet de la TCI:
www.leftcom.org

Présentation de l'article de Bilan numéro 22 de 1935
Nous publions des passages choisis de l'article du numéro 22 (août- septembre 1935) de **Bilan** *revue de la Fraction italienne de la Gauche communiste. Si beaucoup de phénomènes se retrouvent sur la situation politique et économique de l'Entre-deux-guerres et aujourd'hui (crise économique, endettement public, durcissement des États, attaques contre les droits sociaux et les émigrés, mesures protectionnistes, tensions impérialistes, etc….), une différence de taille existe : l'unité nationale qui n'est pas à l'ordre du jour de la situation. L'article de* ***Bilan*** *montre le rôle du Front populaire pour créer l'unité nationale et entraîner les prolétaires derrière le drapeau national.*
En 1935, le PCF et la SFIO dénoncent les grèves à Brest et à Toulon et parlent « de "provocation", en invoquant 1a participation incontrôlable de membres d'organisations de droite aux » *émeutes. Aujourd'hui au début du mouvement des Gilets jaunes tout l'Establishment confondu de la droite à la gauche en passant par le gouvernent a commencé par vouloir faire croire que c'était l'extrême droite raciste, antisémite et même homophobe et puis le Président de la république Macron a fini par les dénoncer comme une* « foule haineuse ».
Nous revenons sur la différence entre les deux périodes. En effet, la racaille bourgeoise de la gauche social-démocrate jusqu'aux gauchistes de LO, du NPA et des mélanchonistes, elle aussi, comme le pouvoir, est remise en cause et n'est plus, pour l'instant, capable de mener le mouvement dans l'impasse. Les syndicats eux-mêmes sont déconsidérés et n'arrivent plus à entraîner les masses. Tout l'Establishment est considéré comme « pourri » et « corrompu ». Le credo de la plupart des Gilets jaunes consiste à défendre l'idée qu'ils souhaitent prendre eux-mêmes leur vie en main, les décisions politiques. En effet, ils ne veulent faire confiance qu'en eux-mêmes et leurs assemblées. Tant que les Gilets jaunes défendront la démocratie directe des assemblées populaires avec des élections de délégués révocables à tout moment, le mouvement ne peut que se développer. Tant que les luttes iront en ce sens, le mouvement contient des potentialités pour se développer et enrayer la politique de la bourgeoisie.

La rédaction

Les problèmes de la situation en France


Emeutes de Brest août 1935

Les émeutes de Brest et de Toulon[15] contiennent pour peu qu'on les analyse sérieusement tous les éléments propres à l'évolution politique de la France. On y retrouve d'une part l'élan désespéré des travailleurs voulant échapper à l'étau des compressions capitalistes, d'autre part les forces sociales du capitalisme laissant d'abord s'abattre la répression féroce et meurtrière de la bourgeoisie pour s'attaquer à leur tour au cerveau de l'ouvrier. Pendant que siègent les tribunaux, la campagne contre les « provocateurs » bat son plein : le front populaire veut combattre dans le « calme et la dignité» !

Malheur aux ouvriers de Brest, de Toulon, qui sous les balles des gardes mobiles, des détachements coloniaux, ont arraché le drapeau tricolore de la sous préfecture, ont osé clamer leur haine d'une république de famine : ce sont des provocateurs qui veulent diviser le front populaire, séparer les radicaux de la grande famille démocratique. Et le P.C., la S.F.I.O., les syndicats confédérés, unitaires, toute la racaille contre-révolutionnaire se mettra en branle contre les ouvriers qui ont craché avec la rage du désespoir sur la réconciliation des classes, scellée le 14 juillet [1935]. Qui donc pourrait nier la «provocation» puisqu'elle n'est établie sur aucun fait précis. On peut nier la véracité, de certains faits existants mais lorsqu'on se contente de parler de « provocation », en invoquant 1a participation incontrôlable de membres d'organisations de droite aux incidents ou bien lorsqu'on impute –comme l'a fait la commission d'enquête– la responsabilité des émeutes de Toulon à un « mystérieux coup de téléphone » déterminant les ouvriers à transformer la grève de cinq minutes en grève générale, il devient difficile de discuter. Ce n'est pas un hasard si toute la presse du front populaire parle de « provocation » sans donner de preuves : on incrimine ici les grèves spontanées des prolétaires qui contiennent une riposte tardive et isolée à l'œuvre de corruption capitaliste des traîtres car au fond, c'est bien une provocation de la part des ouvriers que de faire déferler de puissants mouvements de grèves heurtant à la face, l'œuvre de désagrégation du front populaire basé sur l'exclusion des grèves et pour la lutte parlementaire. Mais il s'agit de provocations comme en fécondent les contradictions du système capitaliste et qui portent les travailleurs à porter la main sur les privilégiés. Nous connaissons d'ailleurs la vieille complainte bourgeoise qui voit dans chaque mouvement de classe, une « provocation » à laquelle, malgré leur «bon sens», les ouvriers sont poussés par des « meneurs ».

Pour le front populaire, Brest, Toulon, ces mouvements d'envergure doivent être 1'œuvre d'obscurs provocateurs, puisque tout marchait si bien avant : les ouvriers avaient assisté nombreux à la fête nationale du 14 juillet; sous la poussée des dirigeants socialistes et centristes[16], ils avaient chanté la « Marseillaise». Puis, lorsque vinrent les décrets de Laval[17], ils avaient bien participé à la Manifestation «illégale» des fonctionnaires, place de l'Opéra [19 juillet

15 (NdE) Brest fut le théâtre de plusieurs journées d'émeutes contre un ensemble de mesures que l'on qualifierait aujourd'hui « d'austérité » les 5-6-7-8 août 1935. Il y eut un ouvrier tué : Joseph Baraër. Ces émeutes se déroulent à Brest, mais aussi à Toulon et au Havre, c'est au moment où la gauche vient de fêter la création du Front Populaire. A Brest les marins ont refusé à plusieurs reprises de participer à la répression. Un militant trotskiste André Calvès relate dans ses Mémoires *« Les marins étaient populaires. Armés, casqués, ils entraient en camions dans l'Arsenal et aussitôt ils entonnaient " l'Internationale". Les camions faisaient demi-tour et prenaient la direction de la prison de Pontaniou. »* Cf pour Brest :
https://bourrasque-info.org/spip.php?article102.

Pour Toulon. On lit sur la ***Feuille d'avis de Neuchâtel*** du 10 août « *Les émeutes qui ont ensanglanté Toulon, la nuit dernière, auront des répercussions sur la politique à venir du gouvernement français. Celui-ci ne pourra plus tolérer, en effet, des agissements si graves. Son devoir sera dès lors de rechercher quels sont les vrais coupables et de les châtier sévèrement. Les dépêches laissent pressentir qu'il en sera ainsi. Pour l'ordre français, il faut le souhaiter vivement. »* « ***Le bilan tragique - PARIS, le 9 (Agence Havas).*** »— « *Il résulte des renseignements parvenus au ministère de l'intérieur que le calme est rétabli à Toulon où le travail' a repris hier matin à sept heures. On a à déplorer deux décès civils. Soixante-huit arrestations ont été opérées, dont dix-huit pour violences à agents, vingt-quatre personnes ont été arrêtées pour refus de circuler, mais ont été depuis remises en liberté. Vingt-six arrestations ont été maintenues, le cas des personnes arrêtées devant faire l'objet d'un examen particulier. Parmi les blessés, trois civils ont dû être hospitalisés, six ont pu regagner leur domicile. D'autre part, il y a sept blessés militaires ; deux inspecteurs de la police ont été également blessés. Un Italien trouvé porteur d'explosifs a été arrêté. Une information est ouverte contre lui. En outre, au cours des manifestations de la nuit, plusieurs objets ont été dérobés dans une bijouterie, ainsi que des revolvers et trois fusils dans une armurerie. Les gardes à cheval circulent dans la ville qui est calme. Des tirailleurs sénégalais gardent l'usine à gaz, la gare et les abords du port de commerce. A l'arsenal, le travail a repris normalement….* »

Manifestation à Cherbourg *le 10 (Agence Havas). — Plusieurs milliers d'ouvriers de l'arsenal ont manifesté après le travail pour protester contre les décrets-lois. Aucun incident ne s'est produit »* idem ***Feuille d'avis de Neuchâtel***.

16 Pour la Gauche communiste italienne, les centriste sont les staliniens, par opposition aux communistes de gauche que sont les trotskistes et à la Gauche communiste ; la droite de l'Internationale communiste étant constituée des éléments comme Boukharine.

17 (NdE) Le 16 juillet 1935, Pierre Laval prend 29 décrets-lois si impopulaires qu'il doit se faire accorder les pleins pouvoirs par le Parlement pour les faire passer. Aujourd'hui on dirait ordonnances pour des décisions qui ne sont pas votées par le parlement. Ces décrets réduisent de 10% toutes les dépenses publiques y compris les salaires des fonctionnaires sans dévaluer la monnaie tout en maintenant les forts intérêts sur la dette. C'est une politique de rigueur qui ne dit pas son non et de défense des rentiers.
En savoir plus sur
http://archives.lesechos.fr/archives/2010/Enjeux/271-45-ENJ.htm#y3lpbhmIYPFsSyMF.99

1935], mais avaient respecté les mots d'ordre du front populaire, demandant du calme et de la dignité, sans oublier une attitude «de délicatesse» envers les agents de police également frappés. Centristes et socialistes espéraient canaliser les masses secouées durement vers de grandes démonstrations où après chaque orateur on chante l'Internationale. Et brusquement, comme un coup de tonnerre éclatent les émeutes des arsenaux. Pourquoi ne pas croire à la provocation quand ces Messieurs avaient pris toutes les dispositions pour maintenir le calme. N'avaient-ils pas envoyé une délégation des gauches chez Laval ! N'avaient-ils pas mis les travailleurs en garde contre les «gestes irréfléchis» pouvant démanteler la République ! N'avaient-ils pas crié aux provocateurs déjà à Bullier[18] lors du meeting des anciens combattants ! Et malgré tout, la lutte s'était déchaînée dans deux secteurs prolétariens. Une fois la répression terminée, ***«Le Temps»*** écrivit démagogiquement que le «fascisme» n'existe pas en France, mais que de tels événements pourraient le créer. Le Front populaire riposta en accusant le fascisme d'être l'instigateur de ces mouvements, ou du moins l'agent de Laval. Quand à lui, il pouvait prouver que «l'ordre» n'a pas besoin des gardes mobiles ou des fascistes, il suffit. Qui avait assuré la rentrée rapide des ouvriers aux arsenaux si ce n'est la C.G.T. et C.G.T.U. ; qui avait maintenu l'ordre lors des démonstrations qui eurent lieu pour l'enterrement des victimes de Brest, de Toulon ! Évidemment le front populaire. Et qui donc a décidé de transposer immédiatement cette bataille sur le terrain parlementaire, d'expédier une délégation de gauche sur les lieux, afin de faire comprendre aux masses, sans équivoque, que l'heure des batailles indépendantes de classe était révolue ? Toujours le front populaire. La bourgeoisie pouvait être satisfaite et malgré ses propos haineux envers Blum-Cachin-Daladier, elle le fut certainement.

En somme, le capitalisme, grâce au front populaire, sera quand même parvenu, malgré les incidents des arsenaux, à faire accepter les décrets-lois. Et c'est cela qui importe. Il n'ignore pas que s'il peut corrompre et se lier des organismes prolétariens, il n'est pas possible d'éviter des sursauts de colère de prolétaires, car une classe ne marche pas allègrement au suicide. Dans le dernier numéro de ***Bilan***, nous mettions déjà en évidence que dans l'état actuel du rapport entre les classes, en France, les seuls mouvements ouvriers, qui pourront s'exprimer seront ces sursauts de désespoir qui précèdent de peu la disso1ution totale du prolétariat au sein du capitalisme. C'était là une conséquence des nouvelles positions du 14 juillet[19] qui représentaient l'aboutissement logique de la politique dite antifasciste. La République n'était pas le capitalisme, mais le régime de la liberté, de la démocratie qui représente, comme on sait la plate-forme même de 1'antifascisme. Les ouvriers juraient solennellement de défendre cette république contre les factieux de l'intérieur et de l'extérieur, alors que Staline leur recommandait d'approuver les armements de l'impérialisme français au nom de la défense de l'U.R.S.S. Pendant que défilaient radicaux-socialistes, centristes, socialistes, démocrates de tous crins, confondant les drapeaux de classes différentes, Laval et des ministres radicaux préparaient les décrets-lois.

Le problème était le suivant : le capita1isme français devait œuvrer dans une double direction : dissoudre le mouvement prolétarien de classe et faire payer les frais d'une crise économique terrible aux ouvriers en vue de faire face aux nécessités de la guerre. Il ne suffit pas que les ouvriers chantent la « Marseillaise », soient antifascistes tout comme Daladier, il faut encore qu'ils puissent être pulvérisés sur le terrain économique, incapables de s'opposer aux compressions qu'ailleurs la bourgeoisie obtint avec le fascisme. Doumergue[20] et Flandin ont réalisé une partie de ce programme, cela d'autant plus facilement que, dès sa signature en 1934, le pacte d'unité[21] orientait les travailleurs vers un antifascisme basé sur l'abandon des luttes revendicatives. A cette époque la réforme de L'État capitaliste, le projet des ententes industrielles de Marchandeau[22] qui signifiaient une consécration de la défaite totale du prolétariat, furent prématurés du fait même que sur le terrain économique la bataille décisive n'était pas encore jouée. L'avènement de Laval, le protagoniste du pacte franco-russe, témoignait éloquemment que la bourgeoisie allait jouer la carte soviétique pour atteindre ses objectifs. Effectivement, au nom de Staline, le centrisme se rallia à la défense nationale, passa directement au service de la bourgeoisie, envisagea le soutien de formations gouvernementales de gauche. Les décrets de Laval pouvaient donc s'abattre sans que des réactions séditieuses se fissent jour ; en effet, en tant que force gouvernementale française, le P.C. rejoignait la S.F.I.O. pour reconduire toute résistance ouvrière vers l'arène parlementaire où devait s'élaborer une solution de gouvernement républicain. Peut-être bien à la rentrée des Chambres Laval « succombera t-il » sous la poussée des gauches, car une partie des radicaux avec Daladier, Cot (qui ont cependant soutenu Doumergue et Flandin), Marquet et les néos[23] participent aujourd'hui à la campagne du front populaire contre Laval. De toute façon, la manœuvre du capitalisme

18 (NdE) Le 10-10-1934, Thorez à la réunion de Bullier commence à emmètre l'idée d'un « Front commun de la liberté et de la paix ».

19 (NdE) Le 14 juillet 1935 est une journée décisive dans l'écrasement idéologique et politique du prolétariat et la préparation à la guerre impérialiste. Face à la soi-disant menace représentée par la montée des ligues fascistes et l'accession de Pierre Laval à la présidence du Conseil, les forces de gauche proclament leur union lors d'une gigantesque manifestation de 500 000 personnes allant de la Bastille à la Porte de Vincennes. Première manifestation unitaire, cette journée clé préfigure le Front Populaire. Pour la première fois le PCF fait applaudir le drapeau tricolore et fait chanter la Marseillaise avec l'Internationale.

20 (NDE) Gaston Doumergue en février 1934, après les troubles politiques du 6 février créés par les ligues d'extrême-droite, accepte de reprendre le poste de président du Conseil, et forme un gouvernement d'Union nationale.

21 (NdE) La SFIO « accepte l'offre [du PCF] d'action commune contre le fascisme et la guerre » (***le Populaire***, 16 juillet) ; le pacte d'unité est signé le 27 juillet. Le 31, les deux partis commémorent ensemble le 20e anniversaire de l'assassinat de Jaurès. Les radicaux n'ont pas encore franchi le pas de l'unité.

22 (NdE) Toute entente économique, a longtemps été considérée en France comme illicite au nom de l'article 419 du Code pénal, mais une loi en décembre 1926 puis le projet Flandin-Paul Marchandeau (ministre du commerce) en janvier 1935 proposent de réformer cette situation.

23 (NdE) Les députés *participationnistes* aux gouvernements attaquent l'orthodoxie de Léon Blum, ce sont les nèos-socialistes. Le 6 novembre 1933, le conseil national de la SFIO constate (3046 mandats contre 843) que sept députés se sont mis en dehors du parti : Déat, Cayrel, Marquet, Renaudel, Deschizeaux, Lafont et Montagnon. Un nouveau parti d'une quarantaine de députés "Union Jean Jaurès" est créé en décembre, dont Max Bonnafous devient président.

français à admirablement bien réussie : il s'agissait de créer des conditions politiques où aucune réaction prolétarienne ne puisse trouver une direction. Grâce à la confusion du 14 juillet la bourgeoisie y parvint. C'est pourquoi ce n'est vraiment pas un hasard si Laval permit ce cortège, en avertissant que sitôt lancés les décrets-lois, les manifestations seraient interdites. C'est seulement en battant à plate couture le prolétariat sur le terrain de ses revendications, que le capitalisme parviendra à réaliser effectivement ses projets d'incorporation et de transformation des organismes de classe du prolétariat, à en faire des instruments d'administration officielle de ses intérêts. Le 14 juillet, les arrêtés-lois[24] de Laval, les événements de Brest, Toulon, qui caractérisent si bien l'isolement du prolétariat, incitent à tirer un bilan des événements en France, avant d'aborder les problèmes concrets du mouvement prolétarien.
(…)
Devant les arrêtés-lois[25] de Laval, la position du front populaire fut la suivante : ce n'est point la république qui frappe, c'est Laval le représentant « des Bastilles économiques ». Léon Blum partira en guerre contre l'inégalité dans le sacrifice alors que la devise républicaine viserait à l'égalité ... Le centrisme, sous la plume de Duclos, écrira qu'il repousse les décrets qui abaissent le pouvoir d'achat des masses, sous entendant par là son acceptation de ceux des décrets appelés à baisser le coût de la vie : en réalité à donner le change au prolétariat. En tout cas tous feront une distinction entre les radicaux, membres du gouvernement, et Laval. Ceux-ci seraient les prisonniers de celui-là et c'est au bloc socialo-centriste qu'il reviendrait de les délivrer.
La position du parti radical socialiste, au cours de ses événements manifestera clairement sa conscience hautement capitaliste : c'est lui qui servira de pont entre le centrisme et la bourgeoisie; c'est lui qui présidera au passage des ouvriers sous le drapeau tricolore et préparera dès maintenant les bases pour une formation gouvernementale de demain, pour continuation de la réalisation du programme du capitalisme sur une perspective de gauche. Le 14 juillet, les ouvriers, à l'instigation des centristes, crieront « Daladier au pouvoir ». Pourtant des représentants du parti radical furent · les collaborateurs de Doumergue, d'autre part des « antifascistes » actuels appuyèrent ce dernier. C'est donc que la condition de continuer le programme de Doumergue, de Flandin, de Laval pourrait se trouver momentanément dans une formation du front populaire, qui représente quand même la position du capitalisme français pour mobiliser demain les masses pour la guerre impérialiste, sans que l'on puisse affirmer que c'est là le gouvernement de la boucherie impérialiste, besogne pour laquelle la droite est plus apte.
Si maintenant l'on examine le problème syndical en France, on peut constater que chaque progression des situations s'accompagne d'une étape supérieure de dégénérescence des syndicats. Alors que se succédaient toutes les nuances de la gamme gouvernementale de gauche, attaquant sous l'aiguillon de la crise le prolétariat, ni C.G.T., ni C.G.T.U. ne posèrent un seul instant le problème de l'unité syndicale. Ce n'est qu'après la grève générale du 12 février 1934 que l'on parla enfin réaliser cette fameuse unité mais c'est plutôt aujourd'hui après 1'écrasement des grèves de Brest, Toulon que réformistes et centristes posent le problème ouvertement. Si les communistes revendiquent tout particulièrement l'unité syndicale dans des époques de reflux révolutionnaire, c'est uniquement parce qu'alors la concentration des masses dans des syndicats uniques permet une lutte plus efficace contre le capitalisme. Mais ce n'est là qu'une condition essentielle de la résistance ouvrière. Il serait faux de prétendre qu'en luttant pour l'unité syndicale à tout prix, comme on le fait en France, on résolve en même temps les problèmes du programme des luttes prolétariennes. La concentration des masses dans des organisations de classe sous un drapeau qui leur est étranger équivaut à une défaite aussi terrible que la pire des divisions : ce qui ne signifie pas l'apologie de la scission.
(…)

Toujours la répression





Un camion transportant des marins traversant le Pont National ou grand pont, remplacés par des soldats, en arrière-plan la banque de France

Comme souvent les marins refusèrent de participer à la répression.

24 (NdE) Il s'agit bien des décrets-lois.
25 (NdE) Il s'agit bien des décrets-lois.

Mexique

La grève des maquiladoras à Matamoros - Tamaulipas

La grève du secteur des maquiladoras[26] de Matamoros - Tamaulipas ne me semble pas être une situation isolée par rapport au mouvement des 33000 travailleurs de l'éducation du secteur public de Los Angeles aux États-Unis. Ces derniers n'ont pas lutté de manière coordonnée et simultanée, Ces travailleurs affirment, ne pas s'être mobilisés dans une lutte depuis plus de 30 ans. Or, après 21 semaines de négociations sans parvenir à un accord, ils entrent en grève, et alors, … Ils obtiennent une victoire. Eh bien, on dit que non seulement ils ont obtenu l'augmentation des salaires demandée, mais ils ont également rempli d'autres exigences, telles qu'un investissement plus important dans le système public de l'éducation, y compris davantage de personnel en soutien et une réduction de l'effectif dan les classes.

Il est très important de relier ces deux mouvements, non seulement à cause de la proximité de la zone géographique entre Los Angeles et la zone frontalière du Mexique, mais également à cause de l'importance de cet État dans l'union américaine, d'une part, et d'autre part des centaines de milliers de Mexicains qui travaillent et y vivent. Il est également important de noter que, du fait de la victoire obtenue par les travailleurs de l'éducation de Los Angeles, à la fois les autorités et le dirigeant syndical Alex Caputo, ont dû reconnaître que les enseignants qui luttaient dans cette grève "ont sauvé l'âme de l'éducation publique aux États Unis". "Cela les a non seulement conduits à un accord, mais également à un engagement à se battre véritablement pour l'éducation publique." "Que les enseignants leur ont enseigné la meilleure leçon de leurs vies."

Maintenant, les autorités et le syndicat peuvent dire ce qu'ils veulent ! Le plus important de ce mouvement est qu'il ne s'est pas produit dans un pays périphérique du continent américain, mais dans la principale puissance du continent. Le mouvement s'est développé pour des augmentations des salaires et d'autres avantages sociaux, ce qui est le signe que l'économie du pouvoir « continental » est en crise et qu'il existe un profond mécontentement au sein de la classe ouvrière. Le meilleur exemple a été donné par les travailleurs de l'éducation.

À propos des Maquiladoras Matamoros Tamaulipas.

Les attaques contre la condition de vie de la classe prolétarienne commencent déjà à se faire sentir et les premiers à se rendre compte de la supercherie du nouveau gouvernement de gauche dirigé par Andrés Manuel López Obrador. Il a promis et publié un décret dans lequel il a déclaré que tous les travailleurs de la bande frontalière avec les États-Unis à partir du 1er janvier, aurait des salaires du double, ainsi ils passeraient de 88,36 pesos à 176,72. Mais le décret n'a existé que dans le journal par pure propagande du président. L'attaque principale, la plus irritante, consiste dans le fait que cette propagande affirme que les travailleurs gagneraient le double, mais pas tous, seulement ceux qui gagnent un salaire minimum, pour ceux qui gagnent plus que le minimum, soit 88,36 pesos, l'augmentation des salaires est laissée aux critères de l'entreprise pour les augmentations. Et pire encore, les employeurs en ont profité, non seulement pour ne pas augmenter le salaire des travailleurs, mais pour supprimer les avantages qu'ils avaient déjà obtenus les années précédentes. Cette attaque, planifiée très méthodiquement par le gouvernement de gauche actuel, a poussé les travailleurs des Maquiladoras à se mettre en grève, avec une demande d'augmentation de salaire de 20%, une prime de 32 000 pesos par an et une diminution de 4% des cotisations syndicales.

Il convient de noter que depuis le début de la grève, les travailleurs ont été attaqués sur tous les fronts. D'une part, le syndicat des journaliers et des travailleurs de l'industrie des Maquiladoras (SJO et MM) a autorisé les travailleurs à faire grève parce qu'il le voulait, mais d'autre part, parce qu'il était submergé par le mécontentement des travailleurs. L'acte le plus important des ouvriers des Maquiladoras est qu'ils se sont mis en grève simultanément; quatre directions des 45 usines ont décidé d'accepter les revendications des travailleurs. Seules 41 usines ont été déclarées en grève, mais l'erreur des travailleurs a été de ne pas faire pression sur l'ensemble des employeurs en même temps. Si bien qu'au 28 janvier, 20 des 41 usines qui avaient déjà accepté les revendications des travailleurs, ont levé la grève de manière échelonnée et n'ont plus exercé une forte pression sur tout le patronat, ces 20 usines ont repris le travail et ont isolé le reste des grévistes.

Ce qui a profité au patronat et au gouvernement de l'Etat pour qu'au travers de la commission de conciliation et d'arbitrage la grève de 13 usines sur 29 qui sont encore en grève, soit déclarée, illégale. Une fois qu'il a déclaré la grève illégale, le gouvernement a donné aux travailleurs 24 heures pour retirer les drapeaux de la grève et retourner au travail. Ils ont menacé de les faire expulser par la police s'ils ne le faisaient pas. Mais malgré les menaces du gouvernement patronal, les travailleurs continuent leur lutte, la seule alternative qui leur reste maintenant est d'utiliser leur force massive, qui représente environ 18 000 grévistes.

Par ailleurs, des entrepreneurs, par l'intermédiaire de Luis Aguirre Lang, du Conseil national de l'industrie des Maquiladoras pour l'exportation (index), ont déclaré qu'il leur en coûtait moins cher de liquider les travailleurs et de partir dans un autre État ou de quitter le pays que de se plier aux exigences des travailleurs. Il a également déclaré qu'il n'excluait pas que les demandes d'augmentation de salaire dans les usines de Matamoros s'étendent aux sous-traitants situés dans d'autres villes de la frontière nord. C'est ce qui inquiète le plus la bourgeoisie.

Quoi qu'il advienne des grévistes qui sont encore au grève, ce mouvement a démontré que la bourgeoisie n'est habituée qu'à s'enrichir, à exploiter davantage les travailleurs. Mais

26 Une **maquiladora** est l'équivalent latino-américain des zones de traitement pour l'exportation (*export processing zone*, EPZ, en anglais). Ce terme désigne une usine qui bénéficie d'une exonération des droits de douane pour pouvoir produire à un moindre coût des marchandises assemblées, transformées, réparées ou élaborées à partir de composants importés ; la majeure partie de ces marchandises est ensuite exportée. Les *maquiladoras* ont vu le jour en 1960 au nord du Mexique, dans les zones frontalières avec les États-Unis sous le gouvernement mexicain du PRI de Gustavo Díaz Ordaz.

quand ils se réveillent et retrouvent leur identité de classe et décident de reprendre le chemin de la lutte de classe, la bourgeoisie est terrifiée par les cris de fureur de leur mécontentement.
Il est encourageant de noter que les travailleurs de 24 des 45 usines en grève ont obtenu une augmentation de salaire de 20% plus la prime de 32 500 pesos, ainsi que le triomphe de la grève des travailleurs de l'éducation de Los Angeles aux États-Unis. Ils apportent en plus un excellent enseignement à la classe ouvrière dans son ensemble, aux États-Unis, ainsi qu'au Mexique et aux autres pays du continent.

Vicente 29/01/2019

Débats

*L'article suivant a été publié dans **Revolutionary Perspectives** numéro 11, comme projet de discussion par la CWO. Après des discussions et des révisions, la version publiée ici a été adoptée par la Tendance Communiste Internationaliste (TCI).*
*Comme indiqué dès l'origine, il est destiné à faire partie d'un document plus long ou d'une brochure de la TCI. Il devrait donc être lu en relation avec des documents antérieurs que nous avons déjà publiés sur la question du parti et de la classe qui situent la question dans un contexte plus large. Le document de **Revolutionary Perspectives** numéro 8 sur le rôle et la structure de l'organisation révolutionnaire, ainsi qu'un document publié ultérieurement sur notre site leftcom.org, sont particulièrement à prendre en compte.*
Nous espérons avec ces articles (et d'autres à suivre) stimuler une discussion parmi les nouveaux éléments qui sont récemment parvenus à la tradition des idées de la Gauche communiste, aussi bien que pour indiquer clairement à ceux avec qui nous avons discutés depuis un certain temps la base de nos perspectives sur la question critique du parti et de la classe.

La future internationale

Aujourd'hui nous sommes aux prises avec une crise profonde du capitalisme et un prolétariat si morcelé et désorganisé qu'il ne résiste que de façon sporadique au poids de la guerre, de l'austérité et de la pauvreté accrue. Il peut donc sembler prématuré d'envisager un processus vers la constitution d'une future Internationale de la classe ouvrière. Toutefois, malgré cette désastreuse situation, il y existe beaucoup de nouveaux éléments dans le monde qui reconnaissent cette stagnation, sinon la faillite complète du système. Ils discutent et débattent sur le réseaux ou, face à face, en petits groupes éparpillés ici ou là sur comment le prolétariat s'émancipera, s'il y parvient un jour. Ce faisant, ils tentent, comme nous, de se réappropriés l'expérience des luttes ouvrières passées. Ce qui suit est notre contribution, sur ce que nous considérons être les leçons historiques apprises par le prolétariat, à cette discussion nécessaire.
Le cycle actuel d'accumulation du capital est entré dans sa spirale descendante il y a plus de 40 ans. Après le plus long boom économique de l'histoire du capitalisme (de 1948 à 1971), nous vivons maintenant son plus lent effondrement. Le système économique quasi stagnant a été soutenu par une intervention étatique sans précédent qui lui a permis jusqu'ici d'éviter son effondrement total. Pendant une grande partie de cette période, il a réduit le salaire moyen de la majorité des travailleurs, mais ces privations n'ont pas suffi à stimuler la reprise, encore moins pour empêcher l'accumulation massive de dettes, la création généralisée de capitaux fictifs, et l'existence de mini-booms puis d'effondrements.
Il a également produit la dislocation et la désorientation de la classe qui s'oppose régulièrement au système capitaliste qui, du fait de son rôle et de sa position dans les rapports de production, est en opposition objective au système capitalisme. Beaucoup déplorent, qu'au cours de cette période, les révolutionnaires n'aient pas fait plus pour s'unir ; comme si les révolutionnaires avaient une existence indépendante du reste de la classe ouvrière. Les divisions entre les révolutionnaires, jusqu'à présent, ont été largement fonction de la faiblesse du mouvement de classe dans son ensemble. Et, cela ne s'est pas uniquement produit à notre époque mais tout au long de l'histoire de la classe ouvrière. Lorsque la classe se réforme dans de nouvelles conditions après une période de retraite, les premières réponses sont inévitablement hésitantes et diverses. Ce n'est que lorsque le mouvement commence vraiment à se généraliser et à prendre une forme de masse que les révolutionnaires ont tendance à enterrer les différences passées et à abandonner les vieilles rancœurs. Au fur et à mesure que le chemin pris par la classe ouvrière devient plus clair, l'exigence pour la création d'une organisation politique de la classe avec une claire vision du communisme devient plus forte.
Certains diront que ce n'est pas nécessaire. Ils argumenteront que le mouvement «spontané» de la classe sera suffisant pour l'emporter vers la victoire. Nous avons une grande confiance dans l'émergence d'un mouvement de fond de la classe ouvrière qui ne souhaiterait plus vivre comme auparavant et avec les anciennes conditions de vie. Le premier assaut contre le système sera inévitablement inattendu et de cette nature. Un tel mouvement peut aller loin, mais il ne résout pas la question. Les forces qui agissent contre lui n'abandonneront pas facilement. Elles chercheront tous les moyens possibles pour le faire dérailler, à la fois pour l'empêcher de renverser l'État et pour trouver une nouvelle façon d'organiser la vie économique et sociale. À un certain point, ces forces vont se masquer, adopter de fausses idéologies et tenter de le diriger sur une trajectoire cohérente pour la poursuite du système.
Nous savons tout cela par la connaissance de l'histoire. Si ces forces ne sont pas combattues politiquement par la classe ouvrière, elles feront dérailler le mouvement. Prenons deux exemples différents. Dans la révolution russe, le mouvement spontané a renversé le tsar en février, mais pendant que les ouvriers combattaient encore dans les rues, la bourgeoisie et ses alliés mettaient en place un gouvernement qui voulait voler aux soviets ouvriers les fruits de leur victoire. Mais les travailleurs n'ont pas été pris au dépourvu car ils ont de plus en plus fait confiance dans

la présence organisée qui soutenait sans ambiguïté le pouvoir soviétique et l'internationalisme - le parti bolchevik. Bien qu'il s'agisse d'une infime minorité, ce dernier existait dans la classe ouvrière depuis des années avant la révolution et les deux tiers de ses membres étaient des travailleurs. Ses slogans ont aidé le mouvement à aller au-delà du système parlementaire que la classe capitaliste (aidée par les autres soi-disant partis socialistes) essayait d'imposer. En fin de compte, la classe ouvrière a fait du parti bolchevik son instrument et, après avoir acquis la majorité dans les soviets à travers le pays, il est devenu le fer de lance de l'insurrection révolutionnaire.

Par contre, en Pologne dans les années 1980, les ouvriers occupaient spontanément les chantiers navals et rejetaient l'autorité de l'État stalinien. L'ironie veut que dans un pays soi-disant communiste, il n'y avait pas de parti politique révolutionnaire vers lequel se tourner. Dans ce vide se sont introduits l'Église catholique et les nationalistes polonais (et derrière eux, la CIA). Ils ont orienté le mouvement des travailleurs vers la sacro-sainte «démocratie». Bref, leur lutte est devenue victime de la rivalité inter-impérialiste.

Nous savons aussi que, au sein de la classe ouvrière, la prise de conscience de la nécessité de détruire le capitalisme s'emparera de certains (une minorité) avant les autres et que toute réunification des opposants au capitalisme restera le fait d'une minorité. La domination de la bourgeoisie sur les moyens de production (y compris des idées) signifie que l'instrument politique des travailleurs conscients au sein de la classe restera toujours minoritaire avant l'éclatement de la révolution. Plus cette minorité fournit un message politique cohérent avec une forme organisationnelle cohérente et cherche à fonctionner au sein de la classe ouvrière au sens large, plus elle peut devenir partie intégrante du mouvement vivant de la classe. Quand le mouvement doit être clair sur ses objectifs et la direction à prendre, la minorité révolutionnaire, ou en d'autres termes, le parti politique, a un rôle clé à jouer dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise en proposant un programme à toute la classe, basé sur les leçons de l'histoire et les acquis de ses propres luttes passées.

Ces acquis ont tendance à être oubliés au fil du temps. Un des éléments clés du ***Manifeste communiste*** était : *"Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points*

• *Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts* ***indépendant de la nationalité*** *et communs à tout le prolétariat.*

• *Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.»*[27] (souligné par nous en gras)

Dès ses débuts, le mouvement communiste moderne s'est centré sur le caractère universel et internationaliste de la classe ouvrière. Lorsque la Première Internationale fut fondée en 1864, Marx et Engels la considéraient comme leur plus grande réussite. Marx a annoncé que la classe ouvrière avait enfin un instrument indépendant de tous les partis bourgeois ; il pouvait maintenant affirmer que *«l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*. Cependant, cette affirmation était un peu prématurée. La Première Internationale a été déchirée par des divisions entre les syndicalistes anglais, les mutuellistes proudhoniens et la rivalité obscure de l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste de Bakounine. Certains Internationalistes ont individuellement joué un rôle dans la Commune de Paris, mais à ce moment-là, l'Internationale avait pratiquement cessé d'exister en tant que véritable organisation.

Il faudra encore attendre une vingtaine d'années avant de voir apparaître sa succession, la Deuxième International. Elle reposait explicitement sur des sections nationales qui étaient beaucoup plus dominantes que le Bureau Socialiste International qui devait normalement les coordonner. Les sections rassemblaient diverses traditions du mouvement ouvrier et n'étaient pas exclusivement marxistes. En effet, l'aile marxiste du mouvement était de plus en plus marginalisée par le pouvoir croissant des syndicats sociaux-démocrates. Finalement, la Deuxième Internationale se dissout au début de la Première Guerre mondiale au sein de ses composantes nationales alors que parti après parti (à l'exception des partis russe, polonais, roumain, serbe et bulgare[28]) ils votent les crédits de guerre dans leurs nations respectives.

Malgré les efforts de réunification des socialistes contre la guerre (Zimmerwald et Kienthal), aucune nouvelle internationale n'est apparue pour remplacer la Deuxième Internationale. Ce n'est qu'avec le triomphe du prolétariat russe et la Révolution d'Octobre, première étape de la révolution mondiale, que la question d'une nouvelle internationale se posa de nouveau sérieusement. Cependant, dans l'Europe déchirée par la guerre, établir une Internationale révolutionnaire ou communiste n'était pas chose facile, et ce n'est qu'en 1919 qu'elle a tenu sa première réunion à Moscou.

La nouvelle Internationale promettait beaucoup. Sous l'influence de la Révolution russe, les partis communistes commencèrent à apparaître à travers le monde en s'affiliant à l'Internationale sur la base de ses 21 conditions. Cependant ces partis étaient en grande partie nouveaux et souvent dotés de jeunes chefs très certainement en admiration devant les accomplissements des camarades russes. En conséquence, le parti russe a dominé l'Internationale dès le début (tout comme le Parti social-démocrate allemand était considéré comme *«le Parti»* [Trotsky] de la Deuxième Internationale). Cela allait avoir des conséquences désastreuses pour la Troisième Internationale et ses partis la constituant.

Alors que la révolution en Russie laissait tomber ses promesses initiales - principalement parce que de nouvelles révolutions, surtout en Europe, n'avaient pas éclaté pour lui venir en aide - le Parti communiste russe voyait de plus en plus l'Internationale comme un instrument de soutien pour la Russie. C'est-à-dire le soutien du nouvel d'État russe ambivalent et ambigu qui se confondait avec la révolution russe. Mais le soutien à un État dont la priorité était de plus en plus de survivre dans l'ordre mondial capitaliste (en voie de stabilisation) signifiait de plus en plus l'abandon du projet de la révolution mondiale. La révolution mondiale était le seul événement qui aurait pu raviver le potentiel révolutionnaire en Russie. En 1921, l'Internationale adopta la politique d'aller «aux masses», ce qui signifiait en pratique d'essayer de faire un front commun avec les différents partis sociaux-démocrates de la Deuxième Internationale ainsi remis en scelle. Ils avaient été le dernier rempart du capitalisme contre la révolution ouvrière dans tous les pays (notamment en Allemagne où ils étaient

27 https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm

28 En ce qui concerne les partis des États engagés dans la guerre impérialiste.

complices du meurtre de Luxemburg et de Liebknecht et de centaines de travailleurs communistes). Un an plus tard, le Komintern transformait le mot d'ordre d'«aller aux masses» dans la variante politique du «front uni» qui exigeait que les nouveaux et jeunes partis communistes recherchent l'alliance avec ceux dont ils venaient de se séparer quelques mois auparavant. La Troisième Internationale est ainsi devenue l'outil de la nouvelle classe montante en Russie et a cessé d'être l'outil de la révolution internationale.

Que démontre l'expérience de la dernière vague révolutionnaire? De par sa nature même, la lutte de la classe ouvrière pour vaincre le capitalisme sera très différente de celle de la bourgeoisie dans sa lutte contre le féodalisme. La bourgeoisie a développé sa propre forme de propriété sous la féodalité et a ainsi construit sa richesse et son pouvoir dans l'ancien régime avant de le remplacer. La révolution du prolétariat est différente. Nous n'avons aucune propriété à défendre. Notre force vient de notre capacité d'action collective et commune. La révolution prolétarienne ne peut pas se faire par la simple poursuite d'intérêts immédiats. La révolution prolétarienne doit être une révolution consciente. Cependant, dans des conditions capitalistes, certains travailleurs reconnaîtront avant d'autres la nécessité de renverser le système. Il est naturel que cette minorité forme une organisation politique exprimant son objectif conscient de créer une nouvelle société.

Sous la social-démocratie, la classe ouvrière était organisée dans des partis nationaux qui reconnaissaient leur appartenance à la Deuxième Internationale. Mais cette Internationale n'était qu'une simple boîte aux lettres plutôt qu'une direction coordonnée du prolétariat international. En tout cas, elle a construit un mouvement de masse totalement dédié au **réformisme**. Les révolutionnaires étaient largement marginalisés comme l'a montré le résultat d'août 1914. Cela a laissé la classe ouvrière révolutionnaire sans Internationale jusqu'à la suite de la révolution russe. La Troisième Internationale est arrivée trop tard pour agir comme elle était censée être - l'avant-garde de la révolution mondiale. Étant donné l'énorme prestige pour la classe ouvrière qui avait réussi à renverser sa classe dirigeante et à devenir ainsi le phare de la révolution mondiale, il n'était pas anormal que le parti russe exerce une influence considérable sur l'Internationale. Mais au moment où la Révolution russe s'est repliée sur elle-même, l'Internationale a très rapidement abandonné la révolution mondiale en faveur d'une politique de défense de l'État russe désormais séparé de son assise, la classe à l'origine de la révolution. L'imposition de la politique de "bolchevisation" dans les nouveaux partis les a dépourvus des vrais révolutionnaires et a fait de l'Internationale une autre agence de l'URSS dans sa lutte pour une place parmi le "concert des nations".

La leçon est claire. En prévision de n'importe quel éclatement révolutionnaire, il doit y avoir une sorte d'Internationale. Ce *"ne peut pas être une fédération de partis plus ou moins indépendants avec des politiques différentes basées sur des revendications propres à chaque situation nationale. Il est donc plus correct de parler d'un parti international. La nature, la structure et les statuts de ce Parti prolétarien international doivent façonner de manière homogène chaque section nationale. Sa plate-forme politique doit être le patrimoine commun, développé de manière homogène par toutes les sections et tous les militants. "*(M. Stefanini, *La Nouvelle Internationale sera le Parti International du prolétariat*, ***Prometeo***, VI série, n°1, 2000 et ***Internationaliste*** numéro 20, 2001).

Ici, l'homogénéité ne signifie pas une identité totale d'accord sur chaque question mais indique un accord sur une plate-forme commune et en définitive un programme commun. Cela ne peut être clarifié que par la discussion la plus large possible au sein de l'Internationale. Le Parti International (et quel que soit son nom) doit avoir une unité d'action centralisée pour vaincre l'ennemi de classe, mais une unité significative n'est pas atteinte sans le dialogue constant entre ses membres. Le parti bolchevik, contrairement à la mythologie stalinienne, était plein de débats contradictoires et, malgré toutes les différences, cela n'a pas empêché ses différentes sections de démontrer leur capacité d'initiative et de devenir l'outil que la classe ouvrière a saisi et transformé en fer de lance de la révolution. Au contraire, c'est le lien direct et concret, que la masse de ses membres avait au sein de la classe ouvrière, qui lui a permis de stimuler autant de débats au sein du parti et qu'il a pu en dernier ressort devenir l'instrument du mouvement ouvrier au sens large, en 1917. Les membres de la future Internationale ne peuvent donc contribuer au mouvement réel d'émancipation que s'ils ont des liens directs avec la classe dans son ensemble. Les communistes doivent gagner le droit d'être écoutés.

Les militants de cette Internationale participeront et tenteront de guider toute révolution future en encourager l'autonomie des luttes ouvrières par l'établissement d'organes de la classe. Ils participeront à tous les niveaux autant que possible mais l'Internationale ne sera pas un gouvernement de remplacement. Sa tâche reste la diffusion de la révolution mondiale. Cela signifie que même si ses militants peuvent accepter d'être délégués par les organes de toute la classe, partout où l'Internationale est présente, cette dernière ne dirige aucun domaine tout en continuant à donner son avis politique. Comme l'écrivait Onorato Damen dans la *Plate-forme du Parti communiste internationaliste* de 1952.

" Il n'y a pas de possibilité d'émancipation de la classe ouvrière, ni de construction d'un nouvel ordre social si cette possibilité ne ressort pas de la lutte des classes ... A aucun moment et pour aucune raison le prolétariat n'abandonne son rôle combatif, le prolétariat est toujours objectivement antagoniste au capitalisme. Il ne délègue pas à d'autres sa mission historique, et ne lui confère pas une carte blanche générale à priori», pas même à son parti politique. "

C'est notre vision de la forme de la future internationale mais d'où partons-nous aujourd'hui? Après quarante ans de restructuration, la fragmentation de la classe actuellement se reflète dans la dispersion des énergies révolutionnaires. Certains ont été découragés par les divisions qui règnent parmi les révolutionnaires qu'ils accusent de défendre leur propre chapelle. Cependant, ces différences étaient bien réelles et basées sur les divers efforts qui ont été faits pour faire face à la contre-révolution et à l'échec de la vague révolutionnaire de l'après Première Guerre mondiale. Au fil du temps, certaines différences ont été reconnues comme moins importantes qu'elles ne paraissaient autrefois, mais le retour à une reprise révolutionnaire de la classe ouvrière est long. Cela ne devrait pas être considéré comme un facteur négatif, mais comme une partie nécessaire au processus de développement de la conscience de classe. En cours de route, d'importants débats ont été et sont toujours nécessaires. Sans un débat approfondit pour clarifier les

problèmes, le prolétariat ne sera jamais en mesure d'avoir un programme solide sur lequel se battre pour la prochaine grande offensive contre le capitalisme.

En même temps, les liens ténus entre les révolutionnaires et l'ensemble de la classe doivent être approfondis et renforcés. Chaque organisation politique locale doit déterminer les moyens pour demeurer en contact avec des sections plus larges de travailleurs qui ne se considèrent peut-être pas comme révolutionnaires mais qui savent qu'ils cherchent toutefois à combattre la misère engendrée par le capitalisme. Dans le boom économique d'après-guerre, à la lumière de leur compréhension du fait que les syndicats sont hostiles à l'organisation de la résistance anticapitaliste, une stratégie clé mise en avant par le Parti communiste internationaliste (PCInt-publiant ***Battaglia comunista***) a été la mise en place de groupes d'usines qui incluaient des membres et des non-membres du parti, dans plusieurs lieux de travail (y compris à la FIAT). Cependant avec le déclin des énormes concentrations industrielles, des «groupes territoriaux» pouvant parfois inclure, à la fois des groupes militants issus de lieux de travail locaux, et à la fois des groupes de militants luttant sur d'autres questions (par exemple la guerre, le logement ou l'emploi) ont été mis en place. Il importe, ici, que l'organisation politique soit toujours présente dans les lieux où la masse de la classe elle-même se manifeste. Les groupes internationalistes ne sont pas des créations spontanées de la classe, mais plutôt des outils politiques adoptés par le parti pour s'enraciner dans la vie de la classe au sein de laquelle il agit comme guide et intervient partout où il le peut. Le parti n'est pas une entité qui se forme à la dernière minute ou qui n'apparaît qu'au moment de l'éclatement de la lutte. Il doit faire partie au quotidien de la vie de la classe sans succomber au cancer du réformisme pour obtenir des gains artificiels et à court terme.

Actuellement, la présence des révolutionnaires dans la classe est très embryonnaire, mais à mesure que la crise s'aggrave, de plus en plus de travailleurs réalisent qu'il n'y a pas de solutions capitalistes à leurs problèmes. La possibilité de travailler plus largement se présentera à nouveau aux révolutionnaires. Une fois que la classe ouvrière commencera à bouger, le mouvement pratique aura tendance à adopter le programme qui répond le mieux à ses besoins réels. Cependant cela ne signifie pas que les révolutionnaires attendent les bras croisés dans l'espoir du grand soir. Il n'y aura pas de grand soir à moins que ceux qui sont déjà communistes ne luttent pour cette perspective aussi largement que possible dans les organisations de combat que la classe ouvrière elle-même se crée.

L'Internationale (ou du moins son large noyau) devrait exister avant l'éclatement de la crise révolutionnaire. Elle est "restreinte" en ce sens que sa plate-forme et son programme sont basés uniquement sur les leçons révolutionnaires de la lutte des classes antérieure. Dans ce cadre, tout débat est possible et le parti est organisé selon des principes du centralisme démocratique (c'est-à-dire que toutes les questions sont finalement votées par ses membres). En même temps, le parti permettra également l'existence de différentes tendances sur des questions qui n'ont pas déjà été réglées ou lorsque de nouveaux aspects du programme se posent. Elles doivent avoir le plein droit de débattre et de publier leurs opinions minoritaires, car il y aura beaucoup de nouveaux défis sur la voie de la révolution. Il y a de surcroît beaucoup de problèmes auxquels l'histoire n'a pas encore répondu. La santé de l'organisation dépend directement de l'échange énergique d'opinions. En fin de compte, de tels échanges devraient aboutir en une politique commune, mais si un débat demande un vote, la minorité doit accepter le verdict de la majorité pour ne pas saper l'unité d'action des organisations. C'est la seule voie saine dans laquelle le parti peut se développer s'il veut agir en tant que force centralisée lorsque la situation de la révolution mondiale l'exigera.

Sans une compréhension commune des lignes d'action générales (même s'il n'y a pas d'accord total), aucune politique significative ne sera menée. En même temps, la discussion et le débat préparent chaque membre du parti à agir de manière autonome comme révolutionnaire lorsque la situation locale immédiate l'exige. Il n'y a pas de mécanisme statutaire qui puisse l'assurer. Elle réside dans la préparation et la conscience de tous les membres et cela ne peut se faire que par l'intermédiaire d'un parti qui possède une culture d'éducation et de discussion animée.

Bien que nous ayons adopté ces principes dans nos statuts, la Tendance Communiste Internationaliste, comme nous l'avons répété maintes fois, n'est pas ce parti, ni même le seul noyau d'un futur parti, puisque les conditions pour cela n'existent pas encore. Cependant, nous n'avons pas surgi de nulle part. Nous appartenons à la tradition de la Gauche Communiste d'Italie qui a fondé le Parti communiste d'Italie, section de la Troisième Internationale, en 1921. Lorsque nos prédécesseurs ont été alors retirés de la direction de ce parti au cours du processus de "bolchevisation" (en réalité l'antithèse de tout ce qui était révolutionnaire dans le bolchevisme) ils continuèrent à se battre pour l'internationalisme et la politique révolutionnaire dans les usines de France et de Belgique ainsi que dans les prisons de l'Italie fasciste. En 1943, c'est de la réunion de ces deux courants que la Gauche communiste s'est rassemblée à nouveau au sein du Parti communiste internationaliste en Italie. Elle a maintenu et même développé la politique révolutionnaire malgré les tentatives d'anéantissement par les sbires de Staline. Elle a survécu à l'après-guerre jusqu'à agir comme un point de focalisation pour l'établissement de la Tendance Communiste Internationaliste. Le Parti communiste internationaliste tente depuis longtemps de trouver un terrain d'entente avec d'autres groupements et tendances. Même si cela n'a pas souvent débouché sur un accord, la porte du dialogue est toujours restée ouverte. C'est dans cette tradition que la Tendance Communiste Internationaliste (TCI) opère aujourd'hui.

En raison de cet héritage politique, la TCI est une composante du futur parti car elle espère garder vivantes les leçons des luttes de la classe ouvrière du passé pour les nouvelles générations. C'est ainsi qu'elles éviteront de passer par toutes les erreurs passées de la classe ouvrière et comprendront ce qu'il reste à accomplir. En même temps, nous reconnaissons que la situation de la classe ouvrière aujourd'hui est différente de celle du passé comme elle le sera à l'avenir. C'est pourquoi nous sommes ouverts à de nouvelles réflexions face aux problèmes que la future vague révolutionnaire posera à toute minorité politique de la classe.

Néanmoins la TCI ne se considère pas comme un simple centre de discussion, mais comme l'un des noyaux du futur parti international, c'est la raison pour laquelle elle regarde de près d'autres expériences qui peuvent contribuer à sa construction. L'adhésion de la TCI à une plate-forme politique commune et claire, sa recherche constante de

rester en lien avec l'ensemble de la classe et de s'enraciner dans les limites des conditions objectives et subjectives existantes, définissent son travail vers la création du parti.
Dans notre lutte pour le communisme, nous avons constamment soulevé la question de l'Internationale ou du Parti International. Si la classe ouvrière mondiale ne forge cet outil politique comme produit et facteur du développement de sa conscience révolutionnaire, elle fera face à encore plus de défaites à l'avenir. Nous espérons sincèrement nous engager avec de nouveaux groupes qui prennent conscience de la nécessité de renverser le système en lui donnant une boussole politique. Dans le même temps, nous cherchons à dialoguer avec les groupes existants, à coopérer activement là où c'est possible, à accepter les d'accords là où ils sont nécessaires ; et finalement à s'unir à mesure que l'histoire avance inexorablement et qu'un véritable mouvement de classe se développe.

Tendance communiste internationaliste, Juin 2018

La révolution allemande, Octobre 1918 – janvier 1919



Il y a cent ans éclatait la révolution en Allemagne qui a commencé par la le 29 octobre par la mutinerie des marins des navires de guerre de la base de Kiel refusant d'appareiller pour mener une opération militaire que leur hiérarchie entendait mener «pour l'honneur» alors que l'Allemagne avait déjà perdu la guerre. Ensuite la grève s'étend comme une traînée de poudre à toute l'Allemagne. En gagnant en importance, le mouvement prend un caractère plus politique puis insurrectionnel. Le 9 novembre, le mouvement gagne Berlin ; Guillaume II comprend que le recours à l'armée pour préserver l'empire est impossible, les soldats n'aspirant plus qu'à l'armistice, il abdique. Vers deux heures de l'après-midi, Philipp Scheidemann (un des chefs des Sociaux-démocrates allemands du SPD), comprenant la nécessité de prendre la tête de la révolution pour ne pas être débordé par elle, prononce à la fenêtre du Reichstag une allocution au cours de laquelle il proclame la «République allemande». Il prend ainsi de vitesse Karl Liebknecht qui, vers 16 heures, hisse le drapeau rouge au balcon du château royal de Berlin en proclamant la «République socialiste libre d'Allemagne». Auparavant Ebert avait assuré le chancelier sortant Max de Bade de son intention d'éviter une situation révolutionnaire : le chef du SPD aurait déclaré *«Je ne veux pas de la révolution, je la hais à l'égal du péché.»*[29]

Le double pouvoir : les conseils ouvriers et les ministres SPD-USPD.

Spontanément, les ouvriers et les soldats mettent sur pied des conseils d'ouvriers et de soldats dans toute l'Allemagne, comme la Russie de 1905 et de 1917. En quelques jours un nouveau pouvoir est survenu qui défie l'État social-démocrate. Une situation de double pouvoir s'installe. Le SPD réclame l'élection d'une constituante pour reconduire le gouvernent parlementaire bourgeois classique. Les révolutionnaires Spartakistes appellent un congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats comme base pour une véritable république ouvrière.
Dans la foulée, un Comité exécutif révolutionnaire est nommé par les Conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin qui nomment des commissaires du peuple : coalition entre le SPD et l'USPD qui sont en même temps les successeurs du gouvernement ancien. Ebert a réussi son coup en se faisant élire par les comités révolutionnaires ce qui lui permet ensuite d'élever rapidement des contre-feux pour ne

29 Cf. : p 68 du livre de Serge Berstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Armand Colin, 2010

pas être débordé par les révolutionnaires. Il prend rapidement des mesures populaires, comme l'abolition de l'état de siège, la liberté d'association et de réunion, l'amnistie des délits politiques, le suffrage universel étendu à la Prusse et l'annonce de l'élection d'une constituante.

L'armistice est signé le 11 novembre.
En parallèle, Ebert continue à manier la carotte mais surtout le bâton. Fin novembre, le haut commandement planifie avec Ebert l'occupation de Berlin avec des troupes restées fidèles afin de ravir le pouvoir aux conseils et d'installer un gouvernement à leur botte. C'est ainsi que les soldats du gouvernement organisent une rafle au journal spartakiste ***Rote Fahne*** et attaquent une de ses manifestations, faisant 14 morts. Au même moment, les représentants des conseils d'ouvriers et de soldats sont arrêtés. Spontanément, une foule d'ouvriers se rue sur les soldats du Reich libérant les membres de l'exécutif des conseils et empêchant ainsi le coup d'État. Les chefs du SPD tentent alors de discréditer les spartakistes. La réponse fut l'organisation de manifestations de masse. Le 8 décembre, 150 000 hommes défilent à Berlin. La classe dirigeante déploie encore plus de troupes accueillies par Ebert en personne. Mais les soldats fraternisent avec les ouvriers radicalisés. La classe dirigeante est contrainte de reculer.
Le 16 décembre le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats s'ouvre, seul pouvoir légitime aux yeux des ouvriers révolutionnaires et des spartakistes : Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et leurs camarades comptent sur les représentants des Conseils pour que soit proclamé un régime révolutionnaire. Malgré les manœuvres du SPD et d'Ebert, le congrès a pris des mesures révolutionnaires comme l'abolition effective de l'armée. Toutefois de SPD réussit à ce que Luxembourg et Liebknecht ne soient pas élus comme délégués au Congrès, n'obtenant pas même une voix consultative.
Durant le mois de décembre, les tensions entre le pouvoir bourgeois des sociaux-démocrates et les ouvriers révolutionnaires ne font que croître. Ne pouvant compter sur l'armée travaillée par la propagande révolutionnaire, l'état-major commence à recruter parmi les unités en cours de démobilisation, des Corps francs, composés d'officiers et de soldats jugés sûrs[30]. Les escarmouches se multiplient à Berlin : une division de 3000 marins venue de Kiel, la *Volksmarinedivision* («Division populaire de marine»), prétend se comporter en corps révolutionnaire, déclarant ne vouloir obéir qu'au Comité exécutif. Le 23 décembre, les marins se mutinent après avoir dû évacuer un château qu'ils occupaient. Ils prennent Otto Wels[31] en otage dans les écuries royales, puis s'emparent du palais de la chancellerie ; de violents combats ont ensuite lieu entre marins mutinés et troupes régulières autour des écuries. Ils prennent le palais de la Chancellerie le 23. Le 24, l'armée contre-attaque et tire ; 68 personnes sont blessées ou tuées parmi les marins. La troupe de sécurité du préfet de police Emil Eichhorn se rallie aux insurgés et la troupe doit se retirer. Le gouvernement décrète finalement la dissolution de l'unité de marine. À la suite de cette affaire dite des *Weihnachtskämpfe* («combats de Noël»), les membres USPD (socialistes indépendants se trouvant à la gauche du SPD) du Conseil des commissaires du peuple démissionnent pour protester contre l'attitude du gouvernement. Ebert les remplace alors par les SPD Wissell et Noske (ce denier est un membre éminent du SPD).
Le 30 décembre, la Ligue spartakiste, qui s'est séparée peu auparavant de l'USPD, se réunit avec d'autres groupes révolutionnaires comme les Linksradikalen (la gauche radicale) de Hambourg, les «Internationalistes» de Dresde et de Francfort, et le groupe «Politique ouvrière» de Brême, organise un Congrès. Ce congrès se termine le 1er janvier 1919 par la création du Parti communiste d'Allemagne (KPD). Le KPD est un parti radical et révolutionnaire. Pour lui, la révolution est maintenant à l'ordre du jour contrairement aux sociaux-démocrates qui ont soutenu la guerre impérialiste et voté les crédits de guerre. Comme l'a expliqué Rosa Luxemburg dans le programme du parti : *« ... La guerre mondiale a placé la société devant l'alternative suivante : ou bien maintien du capitalisme, avec de nouvelles guerres et un rapide effondrement dans le chaos et l'anarchie, ou bien abolition de l'exploitation capitaliste."*[32]
Le KPD proclame son intention de se battre pour une «République des conseils».

Le piège de la bourgeoisie et la commune sanglante de Berlin (5-12 janvier).
Devant la montée de la révolte, le quotidien du SPD fait apparaître les spartakistes comme des fauteurs de trouble, des diviseurs. La presse bourgeoise très lue en province, traite les Spartakistes comme de dangereux bolchéviks. Ebert poursuit son alliance avec les éléments les plus réactionnaires et les plus revanchards afin d'écraser la révolte populaire.
Le 4 janvier, le ministre-président Paul Hirsch (SPD) congédie le préfet de police de Berlin Emil Eichhorn, qui appartient à l'aile gauche de l'USPD et dont la fiabilité a été remise en cause par l'attitude de ses troupes lors des combats de Noël. Les révolutionnaires dénoncent aussitôt ce renvoi comme une provocation. Le soir même, le bureau directeur de l'USPD décide, de concert avec les représentants ouvriers révolutionnaires dans les usines, d'organiser une manifestation ; le KPD se rallie à l'idée. Le 5 janvier, la foule est plus nombreuse et combative que prévu : des manifestants en armes occupent plusieurs rédactions de journaux dont celle du ***Vorwärts***, organe du SPD, ainsi que divers bâtiments comme la gare. La préfecture de police est informée du soulèvement de régiments berlinois et de garnisons extérieures : l'information est fausse mais sa diffusion plonge Karl Liebknecht dans un état d'euphorie révolutionnaire. Il appelle à l'insurrection, le maintien de l'occupation des journaux et incite les ouvriers à la grève puis à faire tomber le gouvernement. Plusieurs membres du comité central du KPD comme Rosa Luxemburg jugent l'action dangereuse et prématurée car les ouvriers n'ont aucune organisation militaire. Mais la position politique de Liebknecht est approuvée. Rosa Luxemburg finit, via ***Die Rote Fahne***, par soutenir pleinement l'insurrection qu'elle estimait pourtant prématurée[33].

30 Idem p. 71
31 Député du Parti social-démocrate (SPD) de 1912 à 1933.

32 *Que veut la Ligue Spartakiste ?* https://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/programme.htm
33 Cf : p. 328-329, Heinrich August Winkler, *Histoire de l'Allemagne, XIXe-XXe siècle : le long chemin vers l'Occident*, Fayard, 2005.

Le 6 janvier, la grève est générale à Berlin (500 000 ouvriers sont en grève), des groupes armées manifestent et occupent des bâtiments publics.
La bataille fera rage pendant trois jours, du 9 au 12 janvier. Samedi 11 janvier, les troupes gouvernementales conduites par le major von Stephani donnent l'assaut à l'artillerie lourde à l'immeuble du ***Vorwärts*** (organe du SPD) occupé par les ouvriers révolutionnaires. Trois cents des occupants tombent aux mains des soldats (156 avaient été tués) qui commencent à les frapper à coups de crosse. Le major von Stephani appelle la chancellerie du Reich. *«Que faire des prisonniers ?»*, s'enquiert-il. *«Fusillez-les tous !»*, lui fut-il répondu. Le major est un officier de la vieille école, il n'obéira pas. Sept prisonniers sont cependant exécutés par la troupe en furie.
Les Corps francs, commandés par le général Walther von Lüttwitz marchent sur Berlin sur ordre de Noske. Leur entrée dans la capitale s'avère inutile, les insurgés ayant été écrasés dès le 12 janvier, mais Noske tient à faire un exemple pour prévenir d'autres mouvements d'insurrection.
Liebknecht et Rosa Luxemburg sont capturés le 15 janvier par des officiers et abattus «au cours d'une tentative de fuite.»

L'abjection de la social-démocratie et d'Ebert
Le 13 décembre 1918, Ebert avait déclaré durant les délibérations de l'exécutif : *"ça ne peut plus continuer ainsi. Nous nous ridiculisons devant l'histoire et devant le monde entier. Il faut mettre fin aux interventions des conseils d'ouvriers et de soldats".*
Des entretiens permanents ont eu lieu entre le nouveau chancelier Ebert et le nouveau chef d'État-major, le général Grœner, grâce à une ligne téléphonique secrète. *"Nous nous sommes alliés contre le bolchévisme"*, dira plus tard Grœner devant une commission d'enquête. *"J'ai proposé à Hindenburg que le Haut Commandement s'allie aux socialistes majoritaires (SPD), puisqu'il n'y avait pas alors d'autre parti qui eût assez d'influence sur les masses pour rétablir un pouvoir gouvernemental avec l'aide de l'armée"*. Et Ebert confirmera en 1924 qu'il s'est mis d'accord avec Hindenburg, par l'intermédiaire du général Grœner, *"pour former avec son aide un gouvernement capable de rétablir l'ordre"*. De ce jour (le 9-XI) ont eu lieu des communications quotidiennes entre Berlin et le GQG. *"Grœner et Ebert discuteront et arrêteront ensemble, aux heures les plus sombres de la nuit, la politique commune de l'armée impériale et du gouvernement des Commissaires du peuple"*[34].

Et, cette semaine sanglante s'achève par deux crimes, l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. On en sait davantage depuis la publication de l'intégralité des mémoires de Waldemar Pabst, en 1995. Pabst est un officier qui termina la guerre de 14-18 dans l'état-major de Ludendorff. Lors de la Semaine sanglante, il installe son état-major dans les locaux de l'hôtel Eden, en tant que commandant de la division de la cavalerie de la garde et du corps-franc Mördenzentrale. Là, on lui amène les leaders spartakistes.
Voici une narration des évènements.
«Dans les fragments connus aujourd'hui[35]*, Waldemar Pabst rapporte qu'il avait agi sur l'injonction directe du personnage qui, en janvier 1919, commandait les troupes gouvernementales allemandes, le dirigeant social-démocrate Gustav Noske. S'adressant à Pabst, Noske lui avait en effet clairement demandé d'intervenir contre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.* «Il faut que quelqu'un mette enfin ces fauteurs de troubles hors d'état de nuire»*, s'était-il écrié. Waldemar Pabst fit alors appréhender Karl et Rosa. Ils lui furent livrés à l'hôtel Eden. Pabst écrit :* «Je me retirai dans mon bureau pour réfléchir à la façon de les exécuter. Qu'il faille les tuer, ni M. Noske ni moi-même n'en avions le moindre doute». *Pabst appela Noske au téléphone pour le consulter.* «S'il vous plaît, donnez-moi des ordres m'indiquant comment procéder». «Comment ?» *répondit Noske,* «ce n'est pas mon affaire. C'est au général *(probablement von Lüttwitz)* de le dire ; ce sont ses prisonniers». *Selon un autre témoignage*[36]*, Pabst aurait objecté qu'il n'obtiendrait rien de von Lüttwitz. Et Noske aurait conclu :* «Alors, à vous de prendre la responsabilité de ce qu'il faut faire *».*
Mais l'abjection de la social-démocratie est sans limite et il nous faut la dénoncer encore et toujours encore.
"Gustav Noske qui, entre-temps avait été nommé ministre de la Reichswehr, n'avait plus rien à redouter (...). Qu'il ait fallu mettre au compte de Noske l'effroyable répression opposée à la révolution allemande de 1918, nul n'en pouvait douter. Il avait déclaré lui-même à l'époque : "Il faut que quelqu'un soit le chien sanguinaire, et je n'ai pas peur de cette responsabilité". *Le dernier article de Karl Liebknecht, écrit quelques heures avant sa mort et intitulé* "Malgré tout"*, accusait d'ailleurs explicitement Noske. Karl écrivait :* "La bourgeoisie française a fourni les bourreaux de 1848 et de 1871. La bourgeoisie allemande n'a pas à se salir les mains ; les sociaux-démocrates accomplissent sa sale besogne ; son Cavaignac, son Galliffet s'appelle Noske". *Les nouveaux documents rendus publics établissent sans aucun doute possible que Noske aura été l'instigateur direct du meurtre de Karl et de Rosa. (...)"*[37]

L'échec de la révolution allemande fut un drame pour l'Humanité. Dès lors, la révolution au niveau international avait reculé et la révolution russe était abandonnée. Elle ne pouvait que dégénérer sans le secours d'une autre révolution. Mais comme Rosa nous savons que la bourgeoisie qui a gagné une nouvelle bataille après l'échec de la Commune de Paris, n'a pas gagné la guerre. ***«J'étais, je suis, je serais !»*** tel est le mot que la classe ouvrière relèvera. Et cette fois-ci elle saura tirer des leçons des périodes passées. La première c'est que la bourgeoisie des pays développés est expérimentée ; Elle n'a pas les faiblesses de la bourgeoisie russe qui s'est laissé assez facilement ravir le pouvoir. Elle s'est aussi qu'il faut se méfier de «ses faux amis» comme les sociaux-démocrates et tous ceux qui ont un double langage. La deuxième leçon est que l'on ne peut pas se lancer dans la bagarre sans des organisations solides : celle des conseils ouvriers révolutionnaires et d'organisations politiques conséquentes.

34 Gilbert BADIA, *Histoire de l'Allemagne contemporaine,* deux volumes : 1917-1933 ; 1933-1962, Éditions Sociales, Paris, 1971.

35 Publiés par l'hebdomadaire allemand « *Stern* » du 12 janvier 1995

36 Rapporté dans un livre de Klaus Gietinger, « *Eine Leiche im Landwehrkanal* », paru en janvier 1993, aux éditions L. Dekaton, à Mayence.

37 Y. MOREAU, journal ***l'Humanité*** du 17 janvier 1995, article disponible sur le net

Il nous a semblé nécessaire de rappeler et de récapituler rapidement les faits ci-dessus, parce qu'oubliés, de la révolution allemande. Pour célébrer cette révolution, événement qui n'a malheureusement pas réussi à libérer l'ensemble de l'humanité de ses chaînes, de la misère et des guerres impérialistes, nous souhaitons publier un article de Rosa Luxembourg paru dans ***Die Rote Fahne*** du 27 novembre 1918 qui célèbre l'activité des masses en révolution.

«La masse prolétarienne, par sa simple apparition dans la lutte sociale des classes, par-delà toutes les insuffisances, toutes les demi-mesures et les lâchetés antérieures de la révolution, passe à l'ordre du jour. L'Achéron[38] s'est mis en mouvement, et les avortons qui mènent leur petit jeu à la pointe de la révolution feront la culbute, à moins qu'ils ne comprennent enfin le format colossal du drame historique mondial auquel ils sont mêlés» écrivait Rosa Luxembourg.

Si la révolution internationale n'a pas abouti en 1919, elle a au moins, avec la révolution russe, obligé la bourgeoisie de tous les États du monde à arrêter le plus grand massacre de l'histoire sur les champs de bataille de l'Europe, près de 20 millions de morts.

Aurélien

38 Dans la mythologie grecque, l'Achéron est une branche de la rivière souterraine du Styx, sur laquelle Charon transportait en barque les âmes des défunts vers les Enfers. En mouvement il répand la terreur.

***« Die Rote Fahne »*, 27 novembre 1918**

Rosa Luxembourg,
L'Achéron s'est mis en mouvement

Le joli petit plan pour une révolution allemande bien gentille, « conforme à la Constitution », qui conserve « ordre et tranquillité », et qui considère comme sa tâche première et urgente la protection de la propriété privée capitaliste, ce petit plan s'en va au diable : l'Achéron s'est mis en mouvement! Tandis qu'en haut, dans les cercles gouvernementaux, une entente à l'amiable avec la bourgeoisie est maintenue par tous les moyens, en bas, la masse du prolétariat se soulève et brandit son poing menaçant: les grèves ont commencé ! On fait grève en Haute-Silésie, chez Daimler, etc. Ce n'est que le tout-premier commencement. Le mouvement va déferler, comme il est naturel, en vagues toujours plus hautes et plus puissantes.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Une révolution a eu lieu. Des ouvriers, des prolétaires, en uniforme ou en bleu de travail, l'ont faite. Au gouvernement, siègent des socialistes, des représentants des ouvriers.

Et qu'est-ce qui a changé pour la masse des travailleurs dans ses conditions quotidiennes de salaires, dans ses conditions de vie ? Rien, ou pour ainsi dire rien. A peine, ici et là, quelques concessions dérisoires ont-elles été faites, que le patronat cherche à reprendre ces miettes au prolétariat.

On console les masses en leur parlant des alouettes qui doivent leur tomber dans le bec toutes rôties quand l'Assemblée Nationale se réunira. Nous devons glisser doucement et « tranquillement » vers la Terre promise du socialisme à l'aide de longs débats, de discours et de résolutions à la majorité parlementaire.

Le sain instinct de classe du prolétariat s'insurge contre ce schéma du crétinisme parlementaire. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », est-il dit dans le Manifeste Communiste. Et « les travailleurs », ce ne sont pas quelques centaines de représentants élus qui dirigent les destinées de la société avec des discours et des contre-discours, ce sont encore moins les deux ou trois douzaines de dirigeants qui occupent les fonctions gouvernementales. La classe ouvrière, ce sont les masses elles-mêmes, dans toute leur ampleur. Ce n'est que par leur collaboration active au renversement des rapports capitalistes que peut être préparée la socialisation de l'économie.

Au lieu d'attendre le bonheur des décrets du gouvernement ou des résolutions de la fameuse Assemblée Nationale, la masse recourt instinctivement au seul moyen qui mène réellement au socialisme: à la lutte contre le capital. Le gouvernement a, jusqu'à maintenant, mis tout en œuvre pour châtrer la révolution, pour instaurer l'harmonie entre les classes, en s'élevant à grands cris contre toutes les menaces qui pèsent sur « l'ordre et la tranquillité ».

La masse du prolétariat jette tranquillement à bas le château de cartes de l'harmonie révolutionnaire des classes, et brandit la redoutable bannière de la lutte des classes.

Le mouvement de grèves qui commence est une preuve que la révolution politique a pénétré jusqu'au fondement social de la société. La révolution prend conscience de ses propres fondements. Elle écarte les décors en carton des changements de personnel, qui n'ont pas changé encore la moindre chose au rapport social entre capital et travail, et elle monte elle-même sur la scène des événements.

La bourgeoisie sent bien qu'on a touché à son point le plus sensible, qu'ici s'arrêtent les inoffensives plaisanteries gouvernementales, et que commence l'affaire terriblement sérieuse de l'affrontement, à visage découvert, de deux ennemis mortels. De là vient l'angoisse mortelle et la fureur déchaînée contre les grèves. De là viennent les efforts fiévreux des dirigeants syndicaux dépendants pour prendre au filet de leurs vétustes petits moyens bureaucratiques la tempête qui se déchaîne, et pour paralyser et enchaîner les masses.

Vains efforts ! Les petites chaînes de la diplomatie syndicale au service de la domination du capital ont été très efficaces dans la période de stagnation politique antérieure à la guerre mondiale. Dans la période de la révolution, elles échoueront lamentablement.

Déjà, toutes les révolutions bourgeoises des temps modernes ont été accompagnées d'un puissant mouvement de grèves : aussi bien en France, au début du XIXe siècle, pendant les révolutions de juillet et de février, qu'en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie.

Tout grand ébranlement social fait naturellement surgir, d'une société reposant sur l'exploitation et l'oppression, de

violentes luttes de classes. Tant que la société bourgeoise maintient l'équilibre de son train-train parlementaire, le prolétaire, lui aussi, reste patiemment dans l'engrenage du salariat, et ses grèves n'ont alors que le caractère de faibles corrections apportées à l'esclavage du salariat, qui passe pour immuable.
Mais dès que l'équilibre entre les classes est rompu par une tempête révolutionnaire, le doux clapotis de la surface se transforme en lames menaçantes. Les profondeurs elles-mêmes se mettent en mouvement, l'esclave ne se soulève plus seulement contre la pression trop douloureuse de ses chaînes, il se rebelle contre ses chaînes elles-mêmes.
Il en a été ainsi, jusqu'à maintenant, dans toutes les révolutions bourgeoises. A la fin des révolutions, qui aboutissaient toujours au renforcement de la société bourgeoise, la révolte des esclaves prolétaires s'effondrait, le prolétaire rentrait dans l'engrenage en baissant la tête.
Dans la présente révolution, les grèves qui viennent d'éclater ne constituent pas un conflit « syndical » concernant les conditions de salaires. Elles sont la réponse naturelle des masses au puissant ébranlement que les rapports capitalistes ont subi par suite de l'effondrement de l'impérialisme allemand et de la 'brève révolution politique des ouvriers et des soldats. Elles sont le commencement d'un affrontement général entre le capital et le travail en Allemagne, elles annoncent le début du formidable combat direct entre classes, dont l'issue ne peut être que l'élimination des conditions capitalistes de solaire et l'introduction de l'économie socialiste.
Elles libèrent la force sociale vivante de la révolution actuelle : l'énergie révolutionnaire de classe des masses prolétariennes. Elles ouvrent la période d'activité immédiate de la masse dans son ensemble, de cette activité dont les décrets de socialisation et les mesures de n'importe quel organe représentatif ou gouvernemental ne peuvent constituer que le fond sonore.
Ce mouvement de grèves qui commence est en même temps la critique la plus lapidaire que les masses adressent aux chimères de leurs soi-disant « chefs » sur « l'Assemblée Nationale ». Ils ont déjà la « majorité », les prolétaires en grève dans les usines et les mines ! Les rustres ! Pourquoi n'invitent-ils pas leur patron à un petit débat, pour l'emporter ensuite sur lui par une « majorité écrasante », et imposer toutes leurs exigences, sans un pli, « en respectant l'ordre»? Ne s'agit-il pas d'abord, et formellement, de véritables bagatelles, de simples détails de conditions de salaire ?
Que M. Ebert ou Haase essaie donc d'aller proposer ce lamentable plan aux mineurs en grève de Haute-Silésie : il recevra sûrement une réponse percutante. Mais ce qui éclate comme bulles de savon, quand il s'agit de bagatelles, devrait tenir le coup quand il s'agit de renverser l'ensemble de l'édifice social !
La masse prolétarienne, par sa simple apparition dans la lutte sociale des classes, par-delà toutes les insuffisances, toutes les demi-mesures et les lâchetés antérieures de la révolution, passe à l'ordre du jour. L'Achéron s'est mis en mouvement, et les avortons qui mènent leur petit jeu à la pointe de la révolution feront la culbute, à moins qu'ils ne comprennent enfin le format colossal du drame historique mondial auquel ils sont mêlés.

J'étais, je suis, je serai !

Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht

Il y a cent ans, en janvier 1919, la social-démocratie allemande écrasait dans le sang à Berlin le soulèvement spartakiste et s'en faisait même une gloire. Elle faisait assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg fondateur du Parti communiste allemand (KPD).
Quel plus bel hommage puisse-t-on leur rendre en évoquant les 100 ans de la révolution allemande au moment où se lèvent des mouvements sociaux importants en France, les Gilets jaunes et aussi des luttes un peu partout dans le monde comme au Mexique. Quel hommage plus éloquent ne peut-on rendre à Rosa Luxembourg, elle qui a théorisé sur la « créativité des masses » !
A propos de janvier 1905 quand éclate la révolution russe, elle écrit. L'«éveil de la conscience de classe se manifeste immédiatement de la manière suivante : une masse de millions de prolétaires découvre tout à coup, avec un sentiment d'acuité insupportable, le caractère intolérable de son existence sociale et économique, dont elle subissait l'esclavage depuis des décennies sous le joug du capitalisme. Aussitôt se déclenche un soulèvement général et spontané en vue de secouer ce joug, de briser ces chaînes»

L'ordre règne à Berlin

«L'ordre règne à Varsovie», déclara le ministre Sébastiani, en 1831, à la Chambre française, lorsque, après avoir lancé son terrible assaut sur le faubourg de Praga, la soldatesque de Souvorov[39] , eut pénétré dans la capitale polonaise et qu'elle eut commencé son office de bourreau.
«L'ordre règne à Berlin», proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske, tout comme les officiers des « troupes victorieuses » que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin en agitant des mouchoirs et en criant : «Hourrah !» Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante... sur les 300 «Spartakistes» du ***Vorwärts***. Les exploits datant de la glorieuse invasion de la Belgique par des troupes allemandes, les exploits du général von Emmich, le vainqueur de Liège, pâlissent devant les exploits des

39 Erreur de Rosa Luxemburg : Souvorov est mort en 1800. Les troupes russes étaient commandées par Paskevitch. (Note de G.Badia).

Reinhardt[40] et Cie dans les rues de Berlin. Assassinat de parlementaires venus négocier la reddition du ***Vorwärts*** et que la soldatesque gouvernementale a frappés a coups de crosse, au point que l'identification des corps est impossible, prisonniers collés au mur, dont on a fait éclater les crânes et jaillir la cervelle : qui donc, en présence de faits aussi glorieux pourrait encore évoquer les défaites subies devant les Français, les Anglais et les Américains ? L'ennemi, c'est «Spartacus» et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire. Et le général qui s'entend à organiser ces victoires, là où Ludendorff a échoué, c'est Noske, l' «ouvrier» Noske.

Qui n'évoquerait l'ivresse de la meute des partisans de «l'ordre», la bacchanale de la bourgeoisie parisienne dansant sur les cadavres des combattants de la Commune, cette bourgeoisie qui venait de capituler lâchement devant les Prussiens et de livrer la capitale à l'ennemi extérieur après avoir levé le pied ? Mais quand il s'est agi d'affronter les prolétaires parisiens affamés et mal armés, d'affronter leurs femmes sans défense et leurs enfants, ah comme le courage viril des fils de bourgeois, de cette « jeunesse dorée », comme le courage des officiers a éclaté Comme la bravoure de ces fils de Mars qui avaient cané devant l'ennemi extérieur s'est donné libre cours dans ces atrocités bestiales, commises sur des hommes sans défense, des blessés et des prisonniers !

«L'ordre règne à Varsovie», «l'ordre règne à Paris», «l'ordre règne à Berlin». Tous les demi-siècles, les gardiens de «l'ordre» lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces «vainqueurs» qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un «ordre», qui a besoin d'être maintenu périodiquement par de sanglantes hécatombes, va inéluctablement à sa perte.

Cette «Semaine Spartakiste» de Berlin, que nous a-t-elle apporté, que nous enseigne-t-elle ? Au cœur de la mêlée, au milieu des clameurs de triomphe de la contre-révolution, les prolétaires révolutionnaires doivent déjà faire le bilan des événements, les mesurer, eux et leurs résultats, au grand étalon de l'histoire. La révolution n'a pas de temps à perdre, elle poursuit sa marche en avant, - par-dessus les tombes encore ouvertes, par-delà les «victoires» et les «défaites» - vers ses objectifs grandioses. Et le premier devoir de ceux qui luttent pour le socialisme internationaliste, c'est d'étudier avec lucidité sa marche et ses lignes de force.

Pouvait-on s'attendre, dans le présent affrontement, à une victoire décisive du prolétariat révolutionnaire, pouvait-on escompter la chute des Ebert-Scheidemann et l'instauration de la dictature socialiste ? Certainement pas, si l'on fait entrer en ligne de compte tous les éléments qui décident de la réponse. Il suffit de mettre le doigt sur ce qui est à l'heure actuelle la plaie de la révolution : le manque de maturité politique de la masse des soldats qui continuent de se laisser abuser par leurs officiers et utiliser à des fins contre-révolutionnaires est à lui seul la preuve que, dans ce choc-ci, une victoire durable de la révolution n'était pas possible. D'autre part, ce manque de maturité n'est lui-même que le symptôme du manque général de maturité de la révolution allemande.

Les campagnes, d'où est issu un fort pourcentage de la masse des soldats, continuent de n'être à peu près pas touchées par la révolution. Jusqu'ici, Berlin est à peu près isolé du reste du Reich. Certes en province, les foyers révolutionnaires - en Rhénanie, sur la côte de la mer du Nord, dans le Brunswick, la Saxe, le Wurtemberg - sont corps et âme aux côtés du prolétariat berlinois. Mais ce qui fait défaut, c'est la coordination de la marche en avant, l'action commune qui donnerait aux coups de boutoir et aux ripostes de la classe ouvrière berlinoise une tout autre efficacité. Ensuite - et c'est de cette cause plus profonde que proviennent ces imperfections politiques - les luttes économiques, ce volcan qui alimente sans cesse la lutte de classe révolutionnaire, ces luttes économiques n'en sont encore qu'à leur stade initial.

Il en résulte que, dans la phase actuelle, on ne pouvait encore escompter de victoire définitive, de victoire durable. La lutte de la semaine écoulée constituait-elle pour autant une «faute» ? Oui, s'il s'agissait d'un «coup de boutoir» délibéré, de ce qu'on appelle un «putsch» ! Mais quel a été le point de départ des combats ? Comme dans tous les cas précédents, le 6 décembre, le 24 décembre : une provocation brutale du gouvernement ! Naguère l'attentat contre les manifestants sans armes de la *Chausséestrasse*, le massacre des matelots, cette fois le coup tenté contre la Préfecture de Police, ont été la cause des événements ultérieurs. C'est que la révolution n'agit pas à sa guise, elle n'opère pas en rase campagne, selon un plan bien mis au point par d'habiles «stratèges». Ses adversaires aussi font preuve d'initiative, et même en règle générale, bien plus que la Révolution.

Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant ; si l'on ne voulait pas que fussent ébranlés les rangs du prolétariat révolutionnaire et le crédit dont jouit au sein de l'Internationale[41] la révolution allemande.

Du reste, des masses berlinoises jaillit spontanément, avec une énergie si naturelle, la volonté de résistance, que, dès le premier jour, la victoire morale fut du côté de la «rue».

Or il existe pour la Révolution une règle absolue : ne jamais s'arrêter une fois le premier pas accompli, ne jamais tomber dans l'inaction, la passivité. La meilleure parade, c'est de porter à l'adversaire un coup énergique. Cette règle élémentaire qui s'applique à tout combat vaut surtout pour les premiers pas de la révolution. Il va de soi - et pareil comportement témoigne de la justesse, de la fraîcheur de réaction du prolétariat, - qu'il ne pouvait se satisfaire d'avoir réinstallé Eichhorn à son poste. Spontanément, il occupa d'autres positions de la contre-révolution : les sièges de la presse bourgeoise, le bureau de l'agence d'informations officieuse, le ***Vorwärts***. Ces démarches étaient inspirées à la masse par ce qu'elle comprenait d'instinct : la contre-révolution n'allait pas pour sa part se satisfaire de sa défaite, mais préparer une épreuve de force générale.

Là encore nous nous trouvons en présence d'une de ces grandes lois historiques de la révolution, sur laquelle viennent se briser toutes les habiletés, toute la « science » de ces petits révolutionnaires de l'U.S.P.[42], qui dans chaque

40 REINHARDT, Walther (1872-1930). Officier d'État Major pendant la première guerre mondiale, dernier ministre prussien de la guerre, il fut nommé en octobre 1919, chef de la direction de l'armée. Il démissionna en même temps que Noske, après le putsch de Kapp.

41 Il s'agit encore à ce moment-là d'une Internationale toute théorique puisque le premier Congrès de la III° Internationale n'a pas encore eu lieu. (Note de G.Badia).

42 L'U.S.P. était le parti social-démocrate indépendant au sein duquel militaient notamment Kautsky et Bernstein.

lutte ne sont en quête que d'une chose ; de prétextes pour battre en retraite. Dès que le problème fondamental d'une révolution a été clairement posé - et dans celle-ci c'est le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann, premier obstacle à la victoire du socialisme - alors ce problème ne cesse de resurgir dans toute son actualité, et, avec la fatalité d'une loi naturelle, chaque épisode de la lutte le fait apparaître dans toute son ampleur, si peu préparée à le résoudre que soit la révolution, si peu propice que soit la situation.

«A bas Ebert-Scheidemann !» Ce mot d'ordre jaillit immanquablement à chaque nouvelle crise révolutionnaire ; c'est la formule qui, seule, épuise tous les conflits partiels et qui, par sa logique interne, qu'on le veuille ou non, pousse n'importe quel épisode de la lutte jusqu'à ses conséquences extrêmes.

De cette contradiction entre la tâche qui s'impose et l'absence, à l'étape actuelle de la révolution, des conditions préalables permettant de la résoudre, il résulte que les luttes se terminent par une défaite formelle. Mais la révolution est la seule forme de «guerre» - c'est encore une des lois de son développement - où la victoire finale ne saurait être obtenue que par une série de «défaites».

Que nous enseigne toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme? La première flambée de la lutte de classe en Europe s'est achevée par une défaite. Le soulèvement des canuts de Lyon, en 1831, s'est soldé par un lourd échec. Défaite aussi pour le mouvement chartiste en Angleterre. Défaite écrasante pour la levée du prolétariat parisien au cours des journées de juin 1848. La Commune de Paris enfin a connu une terrible défaite. La route du socialisme - à considérer les luttes révolutionnaires - est pavée de défaites.

Et pourtant cette histoire mène irrésistiblement, pas à pas, à la victoire finale ! Où en serions-nous aujourd'hui sans toutes ces «défaites», où nous avons puisé notre expérience, nos connaissances, la force et l'idéalisme qui nous animent ? Aujourd'hui que nous sommes tout juste parvenus à la veille du combat final de la lutte prolétarienne, nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car de chacune nous tirons une portion de notre force, une partie de notre lucidité.

Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des «victoires»; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple. Les révolutions par contre ne nous ont jusqu'ici apporté que défaites, mais ces échecs inévitables sont précisément la caution réitérée de la victoire finale.

A une condition il est vrai ! Car il faut étudier dans quelles conditions la défaite s'est chaque fois produite. Résulte-t-elle du fait que l'énergie des masses est venue se briser contre la barrière des conditions historiques qui n'avaient pas atteint une maturité suffisante, ou bien est-elle imputable aux demi-mesures, à l'irrésolution, à la faiblesse interne qui ont paralysé l'action révolutionnaire ?

Pour chacune de ces deux éventualités, nous disposons d'exemples classiques : la révolution française de février, la révolution allemande de mars. L'action héroïque du prolétariat parisien, en 1848, est la source vive où tout le prolétariat international puise son énergie. Par contre, les navrantes petitesses de la révolution allemande de mars sont comme un boulet qui freine toute l'évolution de l'Allemagne moderne. Elles se sont répercutées - à travers l'histoire particulière de la social-démocratie allemande - jusque dans les événements les plus récents de la révolution allemande, jusque dans la crise que nous venons de vivre.

A la lumière de cette question historique, comment juger la défaite de ce qu'on appelle la «semaine spartakiste» ? Provient-elle de l'impétuosité de l'énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation, ou de la faiblesse de l'action menée ?

De l'une et de l'autre ! Le double caractère de cette crise, la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises et l'irrésolution, les hésitations, les atermoiements de la direction, telles sont les caractéristiques de ce dernier épisode.

La direction a été défaillante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les masses choisissent. Les masses constituent l'élément décisif, le roc sur lequel on bâtira la victoire finale de la révolution.

Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques, qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite.

«L'ordre règne à Berlin !» sbires stupides ! Votre «ordre» est bâti sur le sable. Dès demain la révolution «se dressera de nouveau avec fracas» proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi

J'étais, je suis, je serai ![43]

43 Vers extrait du poème de F. Freiligrath *«La Révolution»*. (Note de G.Badia).

Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste:
www.leftcom.org

Nous écrire :

Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS

Autres adresses des organisations de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste

Partito Comunista Internazionalista (Italie)
Battaglia Communista
CP 1753
20100 Milano
info@leftcom.org

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne)
CWO
BM CWO
WC1M 3XX LONDON
uk@leftcom.org

Gruppe Internationaler Sozialistinnen (Allemagne)
GIS c/o Rotes Antiquariat,
Rungestr. 20, 10179 Berlin de@leftcom.org

Groupe Internationaliste Ouvrier (USA) :
IWG, P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708
us@leftcom.org

Quelques textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI° Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.
- Bordiga – au delà du mythe
  Validité et limites d'une expérience révolutionnaire
  Livre d'Onorato Damen – éditions Prometeo



Nouvelle publication

Ecrits choisis d 'Onorato Damen

L'originalité de cet ouvrage consiste dans la publication de documents qui éclairent la politique, l'économie et le cours du capitalisme pendant tout le XX° Siècle. C'est un véritable livre d'histoire. Des extraits de « l'Appel au fascistes ! » de Togliatti, secrétaire général du PCI sont reproduits en fin de ce livre.

12€ plus 6€ de frais de port.

Nos positions de base

1. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.

2. Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.

3. La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

4. La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.

5. Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.